Régimes spéciaux : la presse fusille les mutins (p. 10-11)

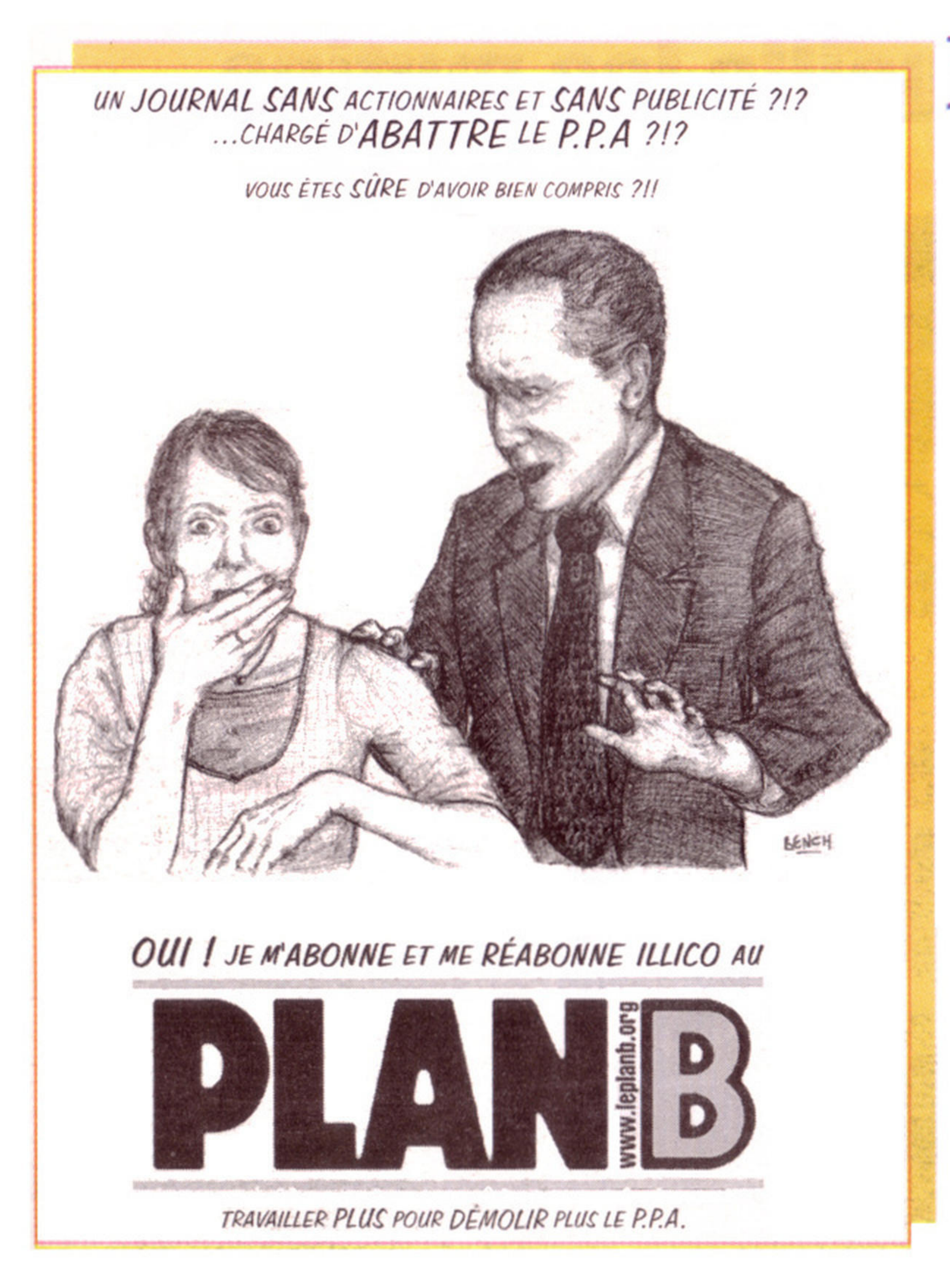
LE PLAN B

www.leplanb.org

Déc. 2007-janv. 2008 - N°11 Bimestriel - Critique des médias et enquêtes sociales 2 euros

Les médias mentent





Oui ! Je veux détruire le PPA ! je m'abonne au Plan B

Bulletin à remplir et à renvoyer à : Le Plan B, Service abonnements, BP n° 1, 59361 Avesnes-sur-Helpe Cedex. Mèl : abonnements@leplanb.org
Tél : 03-27-56-38-55 - Fax : 03-27-61-22-52 (ou sur papier libre)

Règlement par chèque bancaire à l'ordre de « La Sardonie libre »

- ❑ Je m'abonne au Plan B (10 numéros) et vous joins un chèque de 20 €*
- ❑ Je commande..... paquets de 10 exemplaires du Plan B n°... et vous joins un chèque de... x 12 €
- ❑ J'apporte un soutien de..... € au Plan B

Nom : ....

Prénom : ....

Adresse : ....

CP : ....

Ville : ....

Tél. : ....

Mèl : ....

* 25 € pour l'UE ; 30 € pour le reste du monde. Plan B n° 11

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe ≠ CPPAP 0611K88117 ≠ ISSN 1950-1625 ≠ Édité par La Sardonie libre, sarl de presse ; RCS Paris 488 135 443 ≠ Taulier : Marc Pantanella.

Diffusion militante :

Des centaines d'abonnés ont pris en main la diffusion du *Plan B* dans leur région. Rejoignez-les ! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique. *Le Plan B* vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.
Adresse : Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Mèl : admin@leplanb.org

L'armée mexicaine du Plan B :

Direction de la publication : Gilles Balbastre • Direction des opérations : Olivier Cyran, Élodie Couratier • Direction granitique : Pierre Rimbert, Serge Halimi • Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Colloghan • Direction agricole : Alain Accardo, Dominique Pinsolle • Direction tricéphale : Benoît Breville, Antoine Schwartz, Renaud Lambert • Direction des études : Claude Pfeffer, Béatrice Vincent • Direction du savon à barbe : Denis Perais, Mathias Reymond • Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin • Direction assistée : Damien Doignot, Denis Souchon • Direction logistique : Sébastien Marchal, Antoine Bureau • Direction des portes & fenêtres : Julien Brygo, Bench, Thomas Boivin • Direction de la propagande : Eric Dourel, Yvon Bureau • Direction Palavas-les-Flots : Van de Hoef, Marie-Anne Boutoleau

Le courrier du cœur

Vermine

Votre canard est un Torchon de merde
J'ai pris pas mal de photos des ptites frappes gauchistes de la manif de ce matin pour envoyer tout ça aux RG (y compris la minable qui m'a vendu cette merde.) [...]

Plan B
Direction de la Propagande
10 rue de la Tuilerie
41350 Huisseau sur Cosson.

« Votre canard est un torchon de merde. J'ai pris pas mal de photos des petites frappes gauchistes de la manif de ce matin pour envoyer tout ça aux RG (y compris la minable qui m'a vendu cette merde !). Il est urgent de compléter le fichier de la vermine qui gangrène ce pays. »

Objet : Coups de tatane…



Bonjour,
Découverts sur le net, j'appréciais vos articles, jusqu'à cette couverture « Une gueule qu'on aimerait écraser à coups de tatane »… Stupeur… C'est sûrement ce que se disent certains parmi les « forces de l'ordre » qui ensanglantent les manifs écolos-anti-mondialistes-ouvrières ou estudiantines de tout temps !... Et ce n'est pas le gentil « tatane » qui fera avaler la pilule : tatane ou matraque, intentions et résultats sont les mêmes. Décidément, je ne comprends pas.
Cordialement.

Bonjour,
Hier soir, je passe devant le kiosque à journaux, je vois *Le Plan B* qui dépasse, je me dis « chouette, *Le Plan B*, ça fait longtemps que je ne l'ai pas acheté, on le trouve pas facilement, je vais le prendre ». Je l'ai pris, j'ai vu la couverture, je l'ai reposé. Pourtant je voue une haine féroce au sarkozysme. *Le Plan B* m'intéresse s'il est un journal de critique des médias, pas s'il doit être un défouloir qui affiche et revendique un anti-sarkozysme primaire pour doper ses ventes. C'est mon point de vue, qui vaut ce qu'il vaut, mais peut-être serez-vous content de l'entendre tout de même.
Bonne continuation quand même.

Bonjour à toutes et tous et aux autres,
[…] D'abord, bravo pour la couverture. C'est carrément plus fort que *Charlie-Hebdo* pré-Glasnost. Je suggère de la ressortir chaque deux mois en laissant la partie photo vide. […]

Largeur

Avez-vous noté que Gérard Miller vous a fait de la pub dans l'émission de Laurent Ruquier il y a quelques jours ? Il n'a pas pu s'empêcher de dire que vous aviez un ton ignoble, pour ne pas trop se griller auprès de tous ses copains médiatiques, mais bon, la pub est passée. Bref, je tenais à vous féliciter avant que vous ne finissiez tous chauves à barbichette, à fréquenter les colloques du Medef.
PS : merci de ne pas diffuser mon e-mail, mon pénis est suffisamment large.

Rien que pour les abonnés

La campagne d'abonnements et de réabonnements du Plan B triomphe et se poursuit ! Comme promis, tout abonné à jour recevra au mois de février le DVD « José Bové : le cirque médiatique ». Ce bistouri sardon dissèque avec délicatesse les rapports ambigus qu'entretiennent les chefs de file contestataires avec les médias. Attention, certaines scènes pourront choquer les aficionados de Michel Field...

Dialogue social

Un étudiant de Tours, collaborateur du *Plan B*, raconte les négociations ouvertes à l'issue d'une manifestation contre la loi Pécresse.

Mardi 13 novembre vers 20 h 30, après une manif à Tours, deux agents de la BAC en civil nous ramassent dans la rue. Alors que je me débats, menotté et étranglé par le policier, Mathilde tente d'alerter les passants. « Ta gueule salope ! », lui rétorque la policière, qui la gifle, l'étrangle et la ceinture pour lui enfiler les menottes. […] On me conduit au commissariat. Le policier me projette contre le chambranle de la porte en lâchant : « T'es con, c'est tout neuf ! » Je traverse le couloir entre les policiers en tenue anti-émeute qui lancent à leur collègue : « Il n'est pas assez abîmé. » Derrière leur casque, ils lancent un « libérez nos camarades » en rigolant et en frappant sur leur bouclier avec leur matraque. […] Dehors, six cars de CRS veilleront à « maintenir l'ordre » au cours d'un rassemblement de solidarité. Mathilde arrive peu de temps après. « Reste mignonne », lui lancent les policiers anti-émeute en station devant le commissariat. Cellule d'isolement, déshabillage, fouille, garde-à-vue. La cellule fait environ 3 mètres sur 2. Un spot l'éclaire en permanence sous l'œil d'une caméra. Les murs sont maculés de sang, de merde, de pisse et de vomi. L'odeur est à la limite du soutenable. Quand il y en a, les couvertures qui puent couvrent à peine du froid et des courants d'air. […] Mise en examen pour « rébellion avec violences », Mathilde sort au bout de 20 heures de garde-à-vue avec une convocation au tribunal correctionnel de Tours pour le 9 avril 2008 à 9 heures. Quant à moi, ma garde-à-vue est prolongée jusqu'à 20 heures le mercredi soir. Après m'avoir auditionné quatre fois en 24 heures, les enquêteurs s'acharnent toujours à me mettre en examen, allant jusqu'à faire appel à la police scientifique pour scanner les semelles de mes chaussures et prouver qu'elles ont piétiné l'uniforme de la « victime ». Sans résultat… Je sors le lendemain midi, après 39 heures au trou. […] Nous appelons à un rassemblement de soutien à Mathilde le 9 avril prochain à 8 h 30 devant le palais de justice de Tours.

Antoine

La parole volée

Parce qu'il contrôle les principaux moyens d'information, le Parti de la presse et de l'argent (PPA) distribue la parole politique à sa guise. Mais qu'advient-il quand ce monopole s'interrompt le temps d'une campagne électorale ?

Le refrain est connu : les journalistes sont libres d'inviter qui bon leur semble à jacasser le matin à la radio. Mais que font-ils de cette liberté ? Soucieux d'élucider ce mystère, l'Institut statistique sardon (ISS, qui surclasse désormais l'Insee) a dénombré les invités politiques reçus entre le 4 septembre 2006 et le 31 octobre 2007 aux émissions matinales des quatre grandes radios généralistes : RTL, France Inter, Europe 1, RMC. Première surprise : les résultats n'accablent pas Laurent Joffrin, dont la barbiche fait pourtant grésiller les micros de France Info et se pâmer l'animatrice de la revue de presse de France Inter. La deuxième surprise n'en est pas une : 72,2 % des 886 invités politiques recensés sur les quatre stations appartiennent à l'UMP ou au PS, c'est-à-dire au parti libéral bicéphale qui truste le pouvoir en France depuis un quart de siècle. Sur Europe 1, la proportion d'invités PS-UMP s'élève même à 80,4 %.

« C'est la démocratie ! C'est le reflet de l'opinion ! », caquettent les fondés du quatrième pouvoir. Pas exactement : au premier tour de l'élection présidentielle du 22 avril 2007, le PS-UMP (prononcez « Psoump ! »), bi-représenté par Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, séduisait 47,1 % des inscrits[1]. Au premier tour des législatives, seuls 38,1 % des inscrits dirigeaient leurs suffrages vers les candidats du parti libéral bifide. Des chiffres à comparer avec le taux d'occupation radiophonique du PS-UMP : 72,2 %. En admettant que les résultats électoraux reflètent l'opinion des citoyens, cet écart de 25 à 34 points entre représentation populaire et représentation médiatique établit à la fois la servilité des directions éditoriales et leur définition du journalisme de radio : tendre le micro aux puissants. En octroyant au nom de la « démocratie » une écrasante majorité du temps de parole au « Psoump », les journalistes « libres » réduisent les discours alternatifs à la portion congrue[2]. Ainsi se maintient l'ordre médiatique.

L'hégémonie du Psoump

Hélas, une fois tous les cinq ans, la démocratie perd ses droits, et le PPA son monopole de la distribution de la parole : avant l'élection, le temps d'antenne des candidats est réglementé par une recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Théâtre de neuf marionnettes, le CSA veille au respect du simulacre électoral. Durant les trois mois précédant le scrutin, il réclame une *« équité »* de temps de parole entre les candidats. Puis il exige une *« égalité dans des conditions de programmation comparables »* au cours des deux semaines de campagne officielle[3]. Les journalistes ne sont donc plus « libres » d'imposer les invités de leur choix. Que se passe-t-il alors ? Conformément aux prédictions de BHL et de Laurent Joffrin, la « démocratie » privée de ses anges gardiens s'effondre, comme le montre le graphique délicieux numéro 1, ci-dessous.

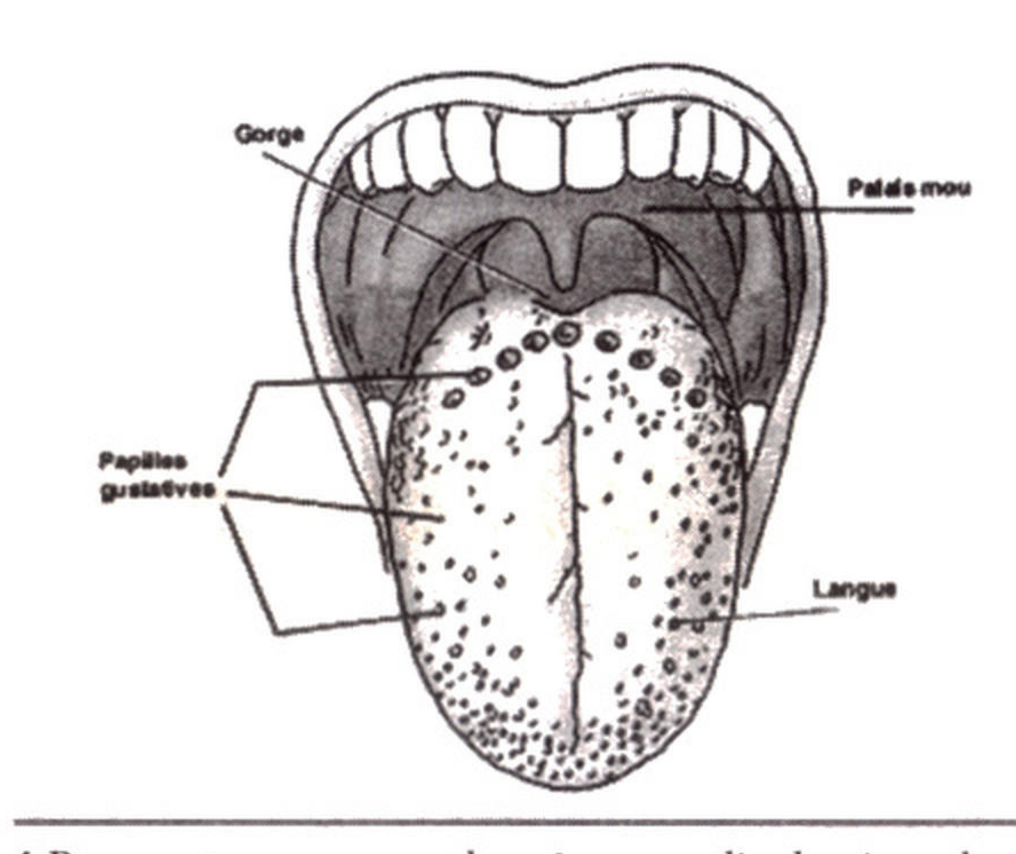
Alors que les invités du PS-UMP trustent environ 80 % du temps d'antenne matinal à la radio entre septembre et décembre 2006, la contrainte réglementaire oblige les médias à laisser d'autres idées s'exprimer. En mars 2007, les invités PS-UMP ne sont plus majoritaires sur les ondes. Et, en avril, les autres formations disposent de près de 60 % des invitations. La séquence électorale passée, l'ordre se rétablit : en juillet, plus de 95 % des micros se tendent vers des lèvres du « Psoump ». Conclusion : moins les journalistes du PPA sont « libres », plus la diversité politique est grande.

Kalkulator crache la Valda

Deux mois de simili-pluralisme : il n'en faut pas plus à Jacques Julliard pour diagnostiquer le retour du goulag. *« Ce qu'il y a derrière cette prétention extravagante à l'égalitarisme, sans considération du rapport des forces ? L'identification de tout organe d'information, fût-il totalement privé, de tout journaliste aussi, à une sorte de service public de l'information »*, s'indigne-t-il dans *Le Nouvel Observateur* (23.1.07). Il ajoute : *« Il y a dans la démocratie d'opinion, en dépit du pluralisme qu'elle suppose, une tendance naturelle au totalitarisme. »* On l'a compris : pluralisme égale totalitarisme. Moins fantasque mais tout aussi furax, Franz-Olivier Giesbert déplore dans *Le Point* un soudain affadissement des débats au début du mois d'avril. *« Cette baisse de niveau a coïncidé avec le début de la campagne officielle et ses règlements abracadabrantesques qui donnent aux douze mirontons le même temps de parole. Beaucoup d'entre eux n'ont pas leur place dans ce scrutin.* [...] *Dix jours pour rien ? »* (*Le Point*, 12.4.07.) Dix jours pendant lesquels Giesbert, Julliard et leurs amis ne filtrent pas la parole politique à leur convenance.

Certes, bien des idées contestataires non représentées par des partis ou fidèles au principe « élection, piège à cons » demeurent inaudibles. Mais des clivages ordinairement gommés réapparaissent dès lors que les journalistes sont contraints de suspendre l'épuration politique des ondes. L'opposition, par exemple, entre partisans et adversaires du traité de Constitution européenne. Fort de ses premiers résultats, l'Institut statistique sardon a extrait de son Kalkulator un deuxième graphique délicieux. Cette fois, l'étude porte sur 879 invités politiques matinaux dont les prises de position ont été identifiées (voir graphique numéro 2).

L'interprétation crève les yeux. Jusqu'au mois de mars 2007, la démocratie radiophonique fonctionne : les politiques favorables au « non » (en orange sur le graphique) représentent moins de 30 % des invités, bien que le « non » ait recueilli 54,7 % des suffrages le 29 mai 2005. Mais, au printemps, les journalistes ne sont plus « libres » et le goulag bourgeonne : en avril, on dénombre jusqu'à 46,8 % de nonistes dans les studios de radio. Le drame du pluralisme a été évité de justesse, et Yves Calvi soupire sur France 5 : *« On a quand même le sentiment qu'on a eu deux semaines de trop dans cette campagne »* (20.4.07). L'été rassure le PPA. À nouveau maîtres des ondes, les chefs oui-ouistes de RTL, France Inter, Europe 1 et RMC font choir la part des nonistes à 4,9 % en août. Jacques Julliard avait prévenu : *« L'égalité de traitement entre les candidats deviendrait une absurdité si elle devait s'étendre à tous moments et à tous les médias[4]. »*



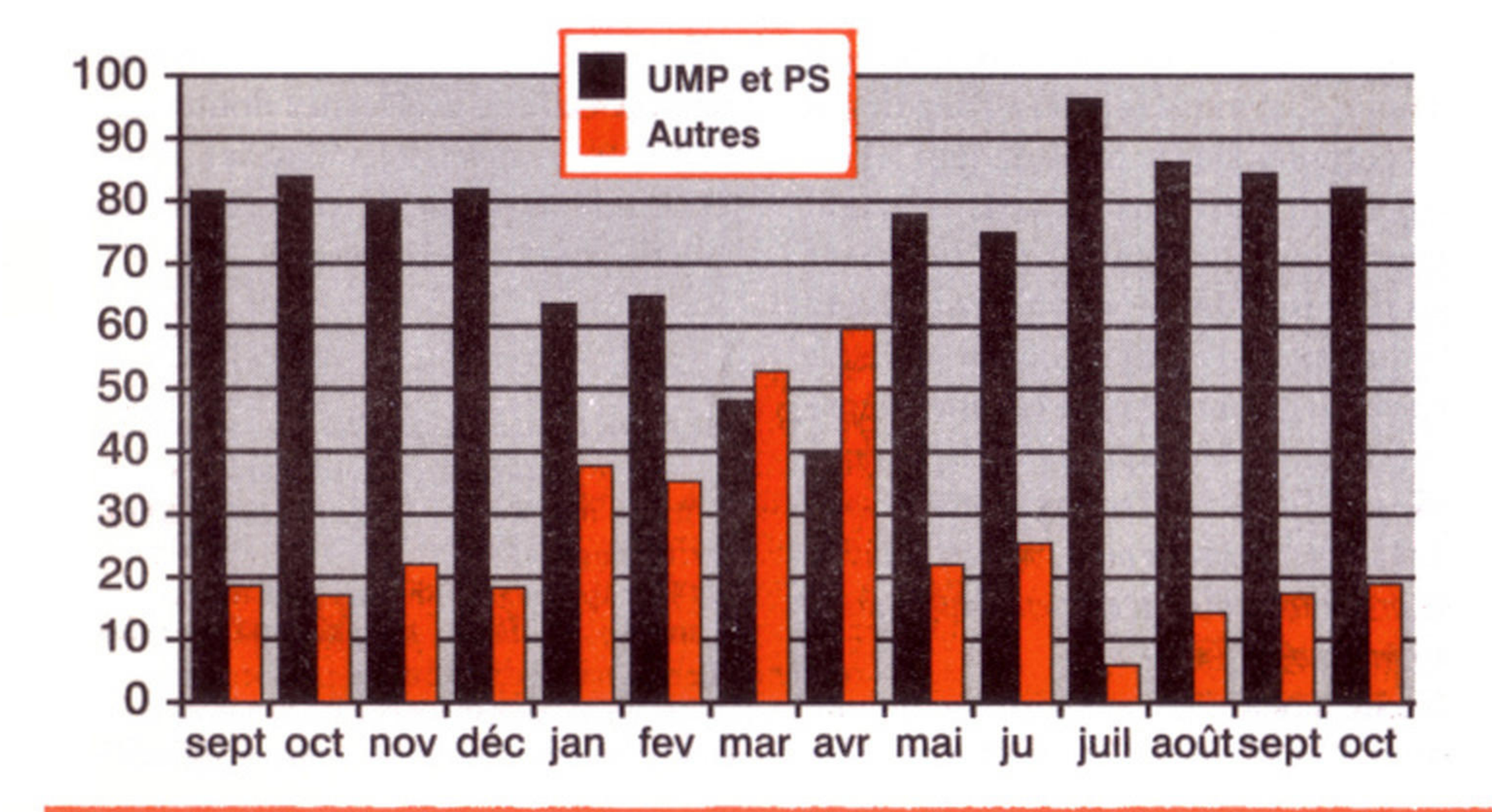
1 Pour mettre en rapport la présence radiophonique des invités politiques avec leurs résultats électoraux, on exprime ces derniers en pourcentage des électeurs inscrits (et non pas des suffrages exprimés) : jusqu'à nouvel ordre, les auditeurs n'ont pas l'obligation de voter. Nos résultats seraient encore plus accablants s'ils tenaient compte des 6 à 10 % de Français en âge de voter mais non inscrits sur les listes électorales, ou encore des étrangers résidant en France.

2 Les études de Ian Eschstruth sur la distribution du temps de parole politique à la télévision aboutissent aux mêmes conclusions. Elles sont en ligne sur notre luisante vitrine universitaire, Acrimed (lire notamment www.acrimed.org/article2647.html).

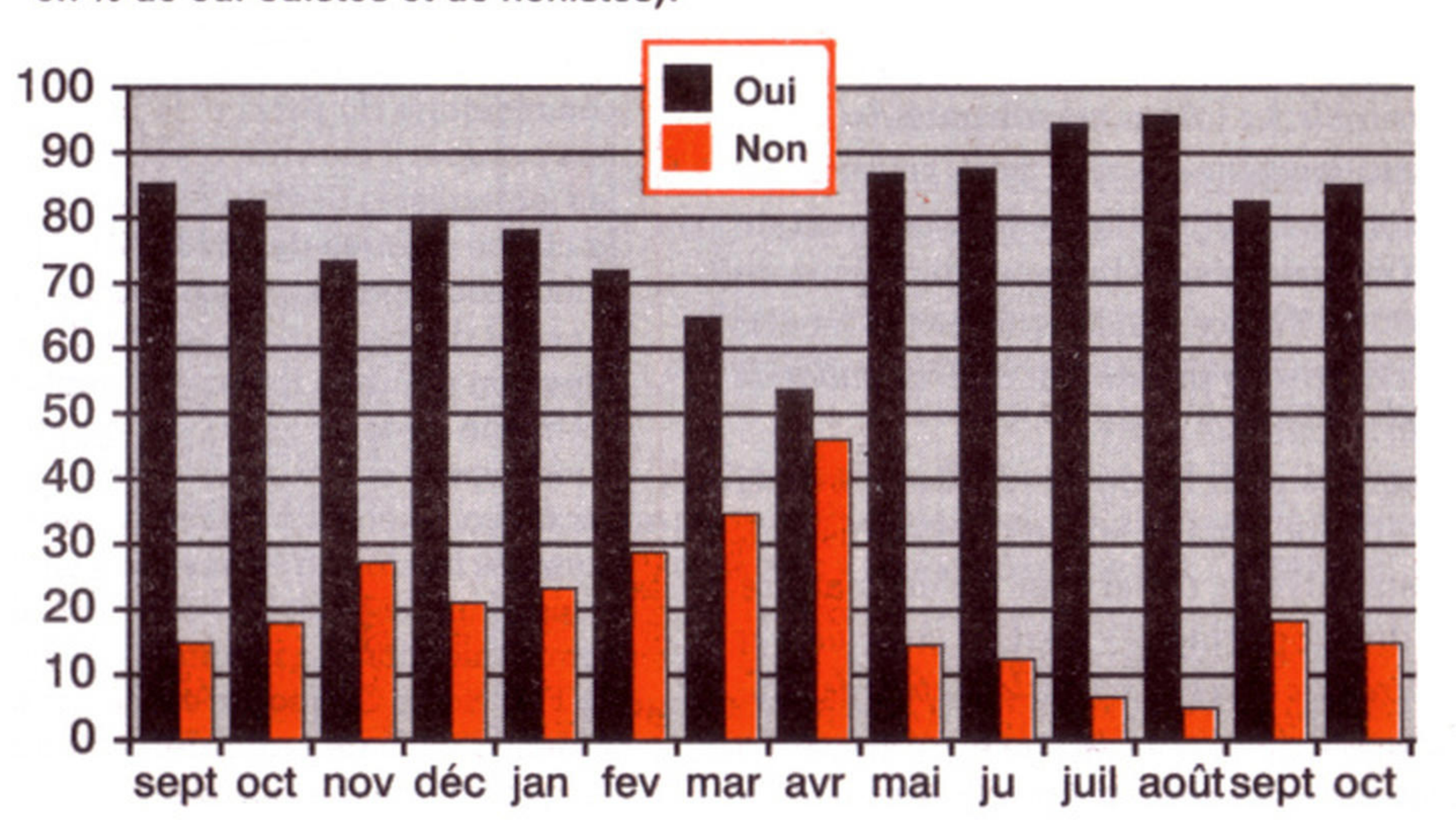
3 « Recommandation du CSA à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue de l'élection présidentielle », 7 novembre 2006, *Journal officiel* du 11.11.06.

4 *Le Nouvel Observateur*, 23.1.07.

Graphique 1 : Affiliation partisane des invités politiques des matinales de RTL, Europe 1, France Inter et RMC, de septembre 2006 à octobre 2007, en %.



Graphique 2 : Les invités politiques des matinales et le référendum de 2005 (RTL, Europe 1, France Inter et RMC, de septembre 2006 à octobre 2007, en % de oui-ouistes et de nonistes).



De nouveaux détails insoutenables sur la gestion de Louis Gallois

Airbus : un bonnet d'âne qui vole

Airbus a opéré sa réorganisation du travail en plagiant celle de… Toyota. C'est ce que révèle entre autres un rapport d'audit très douloureux pour l'avionneur, qui a interdit à ses syndicats d'en faire état. *Le Plan B* s'est procuré ce document fâcheux.

Depuis la fin du Salon aéronautique de Dubaï, en novembre, les pontes d'Airbus n'en finissent plus de se congratuler : en seulement deux jours, le fabricant de coucous géants a engrangé 259 commandes, pour un montant de 40 milliards de dollars. *« Une année record »*, s'est extasiée la direction sous l'œil humide des journalistes présents, convoyés aux frais de l'avionneur et dorlotés dans les palaces de l'émirat. Il est vrai qu'en 2007 Airbus aura pulvérisé tous les records : celui des délits d'initiés, avec 1 200 cadres dirigeants épinglés par l'Autorité des marchés financiers pour avoir réalisé une plus-value en refourguant leurs actions avant la dégringolade du titre. Record aussi en matière de dégazage social, avec l'annonce en février dernier du plan de restructuration Power 8 et du sacrifice de 10 000 boucs émissaires pour rattraper les bévues de leur chefferie (lire *Le Plan B* n° 8).

À ce tableau d'honneur mérite de figurer un autre superlatif : la stratégie industrielle la plus inepte de l'histoire de l'aéronautique. C'est ce que démontre un rapport d'audit élaboré en juillet dernier, qui explique que le plan Power 8 est non seulement une aberration économique, mais une tromperie imposée grâce à une présentation biaisée des chiffres et des choix, en contradiction avec les objectifs déclarés. Un document si amical que la direction d'Airbus l'a mis promptement sous les verrous.

Leçon n° 1 : tordre les chiffres

Petit retour en arrière : le 15 juin dernier, les élus syndicaux du comité central d'entreprise (CCE) d'Airbus France mandatent Fiduciaire Cadeco, un cabinet parisien d'analyses économiques, pour évaluer le « plan de sauvetage » conçu par le PDG, Louis Gallois. La copie tombe vingt jours plus tard : un rapport de 189 pages, précis et détaillé, qui taille en pièces le plan Power 8.

Dès le chapitre financier, les rapporteurs sortent l'artillerie lourde : *« La projection de trésorerie est purement analytique et ne correspond à aucune estimation économique et financière réelle. […] Il y a surestimation des sorties et sous-évaluation, parfois même omission, des rentrées. »* Pour justifier le licenciement de 10 000 salariés en Europe (dont plus de 4 000 en France), Gallois aurait fait mentir les chiffres en présentant une *« simulation de la situation la pire »*.

Maquillé pour la vitrine, Airbus est aussi un attrape-nigaud sur le plan industriel. Les analystes observent qu'en matière de développement *« le retard accumulé par l'entreprise oblige à prendre la plupart des problèmes de front et en parallèle, ce qui est un challenge quasiment surhumain et nous laisse sceptiques sur les conditions de faisabilité »*. Au *« risque d'essoufflement et de démotivation des équipes »* s'ajoute celui d'un *« creusement de l'écart avec des concurrents plus agressifs, et en premier lieu Boeing »*.

Leçon n° 2 : prendre l'avion pour une voiture

Le diagnostic est plus rude encore en matière d'organisation du travail. Effarés, les experts notent qu'Airbus a confié la gestion du personnel à un cabinet de conseil américain *« formé au Toyota Production System »*, un procédé mis au point par la firme automobile japonaise pour presser la main-d'œuvre jusqu'à la dernière goutte. Or une multinationale de l'aéronautique ne se pilote pas comme une fabrique de brouettes, ni même comme une usine de voitures. Ironisant sur *« la pertinence de l'expérience automobile pour Airbus »*, les consultants parisiens se dévouent pour apprendre son métier au cancre Gallois : *« Le modèle industriel automobile est basé sur de grandes séries et sur une différenciation en fin de cycle de production »*, alors que le travail d'un avionneur porte sur *« des séries plus courtes, une gestion par rang d'application et un assemblage final d'articles spécifiques ou en petites séries »*. La confusion d'Airbus à ce sujet soulève un problème qui, souligne Cadeco, *« ne pourra être résolu que par l'apport d'effectifs nouveaux ou par le report de certains projets »*. Traduction : Gallois ferait mieux d'embaucher que de dégraisser.

Le débarras de 10 000 salariés constitue certes un *« effet d'annonce fort »*, admettent les experts, mais cette offrande aux marchés n'aura pas réussi à faire remonter le cours de l'action. L'objectif est ailleurs : *« créer des points de non-retour obligeant le mode de gouvernance à s'adapter »*, autrement dit virer les salariés pour conforter les dirigeants. Et cela au prix d'au moins *« trois effets pervers : perte de salariés dont les compétences sont nécessaires […], longue phase de démotivation […], difficulté à faire face aux recrutements appelés par les augmentations de cadences »*.

En guise de conclusion, Cadeco recommande à Airbus de conserver les sites aujourd'hui destinés à la vente. Plutôt que de faire payer aux salariés les fruits de son incompétence, l'avionneur devrait envisager *« une augmentation de l'endettement et une augmentation de capital »*.

Mais à quoi bon faire brouter une mule qui n'a pas faim ? Le 12 juillet, les élus du CCE remettent à la direction une série de propositions inspirées du rapport. Le verdict tombe deux mois plus tard. Le 18 septembre, au cours d'une réunion, Jean-Marc Thomas, président d'Airbus France, balaie d'un revers de manche les conclusions de Cadeco en martelant que Power 8 *« est essentiel pour la performance future d'Airbus et ne peut donc en aucun cas être suspendu »*.

Leçon n° 3 : museler les syndicats

Le critère de « performance » impose évidemment de classer la chose gênante dans un tiroir fermé à double tour. Pour prévenir toute indiscrétion, les tauliers vont faire pression sur les syndicats : leur rapport contiendrait des secrets de famille dont la divulgation profiterait au rival Boeing. Serviable, l'inspection du travail de Haute-Garonne reprend l'argument à son compte. Dès le mois de juin, elle a envoyé une lettre aux experts et syndicalistes pour leur signifier qu'ils étaient tenus de respecter le *« caractère confidentiel »* du travail d'audit en cours. *« C'est la première fois que je vois ça »*, s'étonne encore un syndicaliste. Un rapporteur de Cadeco confie au *Plan B* : *« C'est une démarche totalement stupide puisque nous sommes tenus au secret professionnel. Ce n'est rien d'autre que de l'intimidation. »*

La ficelle a beau être aussi grosse qu'une turbine, elle n'est pas sans effets sur les syndicats. Par crainte des rétorsions, en vertu aussi d'un patriotisme d'entreprise que dirigeants et actionnaires piétinent pourtant avec allégresse[1], les membres du CCE renoncent à diffuser le rapport. Et se privent du même coup d'une arme susceptible de contrarier la mise en œuvre de Power 8. Cet esprit d'équipe ne peut que réjouir Arnaud Lagardère, leur ancien actionnaire « de référence », parti se mettre à l'abri après avoir empoché près de 500 millions d'euros de plus-value. Dans une lettre adressée le 8 octobre au personnel de son groupe, le magnat du canon et des médias invite les salariés à *« passer outre les interpellations et les rumeurs. L'important est aujourd'hui de faire bloc et de ne pas donner prise aux allégations. Soyons unis, fiers de nos activités, de nos talents et de nos réussites »*.

Le blocus sera total. À l'exception de *Challenges*, qui se procure une première version du rapport[2], aucun journal du PPA n'aura vent de l'affaire. Rassurée, la direction d'Airbus peut mettre les bouchées doubles : délocalisation en Chine d'une partie de la production (Dassault compte lui emboîter le pas) et renforcement de Power 8. *« Il faut trouver grosso modo 1 milliard d'euros supplémentaires à l'échéance 2010-2011 »*, a menacé Louis Gallois quatre jours avant l'ouverture du Salon de Dubaï.

Le petit personnel sera prié une nouvelle fois de se serrer la ceinture. Et tant pis pour les retards de livraisons, qui se propagent désormais à l'A350 et à l'avion militaire A400M. Quant à l'A380, dont treize exemplaires doivent être livrés l'année prochaine, de sérieux doutes subsistent sur le respect du calendrier. Peut-être Gallois ferait-il mieux d'ouvrir une boutique de Toyota d'occasion ?



« Si ce rapport a réellement existé… »

Chez Airbus, les retards n'affectent pas seulement les livraisons. De gros délais sont à prévoir aussi pour soutirer deux mots de commentaire au service de presse, très occupé, il est vrai, à satisfaire les journalistes désireux de tester la classe affaires de l'A380. Contactée à maintes reprises par *Le Plan B* au sujet du rapport qui l'étrille, la direction d'Airbus France consent tout de même à réagir : *« Si ce rapport a réellement existé, nous n'avons aucun commentaire à faire sur des données internes à l'entreprise »*, tranche un responsable de la cellule communication. Le rapport de Fiduciaire Cadeco, c'est comme le délit d'initié de Lagardère : rien ne dit qu'il ait jamais existé…

1 Lire à ce propos « Trop raisonnables, les salariés d'Airbus ? », François Ruffin, *Le Monde diplomatique*, novembre 2007.

2 « Le rapport confidentiel de Cadeco critique Power 8 », *Challenges*, 18 juillet 2007. À noter que l'hebdomadaire, avec un respect scrupuleux de la déontologie, a survendu un brouillon de 60 pages en le présentant comme le *« rapport définitif »*.

Le patronat des métallos confiait sa propagande à l'Avare

Jacques Marseille au service de l'UIMM

Fonctionnaire militant du moins d'État, chroniqueur antisyndical au *Point* et débatteur sarkozyste sur Europe 1, Jacques Marseille est aussi l'historiographe officiel des porteurs de valises de l'industrie métallurgique.

Le rite est immuable. Chaque dimanche, à l'heure de la messe, Jacques Marseille débute la consultation électronique de son compte en banque en glapissant un vers tiré de sa pièce préférée : *« Mon pauvre argent ! Mon pauvre argent ! Mon cher ami ! »* Dans la colonne « crédit », l'Avare savoure la somme rondelette que lui verse l'État au titre de professeur d'histoire à la Sorbonne (près de 6 000 euros). Ces émoluments de (grand) fonctionnaire le classent d'emblée parmi les 1 % de salariés les plus riches du pays. Les 128 heures annuelles de cours obligatoires lui laissent le loisir de chroniquer au *Point* et de débattre tous les samedis avec Jean-François Kahn sur Europe 1. Grâce à ces à-côtés généreusement rémunérés, Marseille caresse l'espoir d'intégrer un jour la tranche dorée des 0,01 % les plus fortunés : l'aboutissement d'une vie. *« Mon pauvre argent ! »* Jacques blêmit en découvrant dans la colonne « débit » le prélèvement mensuel du Trésor public. Épouvanté à l'idée que son or, son bel or, se transmue en un plomb de prestations sociales et de salaires cheminots, il se déconnecte. Et entreprend incontinent de se rendre justice dans sa chronique du *Point.* Celle du 6 septembre s'intitule : « Le bonheur est dans le bouclier ». Fiscal, naturellement.

Caisse noire et rubans roses

C'est peu dire que les syndicats indisposent Marseille. L'ancien militant communiste devenu sarkolâtre ne permettra pas à *« une telle coalition d'égoïsmes »* mue par *« l'aveuglement – ou plutôt le cynisme »* – d'attenter aux conquêtes fiscales des lecteurs du *Point.* Sans parler des étudiants hypnotisés par *« la crétinisation d'un infime groupe de meneurs »* qui prétendent repousser le Medef hors des universités. S'il n'en reste qu'un pour se dresser contre *« tous leurs égoïsmes et leurs lâchetés »*, ce sera lui. En attendant, Marseille entonne sa *Marseillaise. « Allons enfants de la rupture… »* titre-t-il, appelant le peuple de droite à *« se mobiliser pour renverser ces anciennes bastilles dont les grèves annoncées ne sont que le chant du cygne d'un monde qui – heureusement – ne tardera pas à mourir »* (*Le Point*, 8.11.07). Liquider les services publics, la Sécurité sociale et les usagers dégénérés à la manière du général Galliffet liquidant les communards en 1871 (25 000 morts) ? L'idée enthousiasme Ivan Rioufol, journaliste d'ultradroite qui se verrait bien, de son siège du *Figaro*, organiser des batailles rangées : *« Quitte à descendre dans la rue ? Des partisans de la rupture y sont prêts »* (9.11.07).

Quelques semaines plus tôt, *Le Point* (18.10.07) titrait en couverture « Patronat, syndicats, leur argent noir ». À propos de la découverte de retraits en liquide d'un montant de 20 millions d'euros opérés par le patron de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), Denis Gautier-Sauvagnac, et de l'existence d'une caisse noire patronale de 600 millions d'euros, Jacques Marseille explique : *« Cette révélation pose la question essentielle de savoir quelle est l'indépendance réelle des syndicats. »* L'indépendance de Jacques Marseille, elle, n'est plus à prouver : en 2000, l'historien balladurien dirigeait l'édition luxueuse d'un album grand format publié par le Medef à l'occasion du centenaire de l'UIMM : *L'UIMM, cent ans de vie sociale* (éd. Adase). Parmi les coauteurs, Patrick Éveno, autre universitaire à gages, auteur de plusieurs ouvrages à la gloire de l'ex-directeur du *Monde* Jean-Marie Colombani.



« Le Professeur Jacques Marseille, spécialiste reconnu de l'histoire économique et sociale, a bien voulu prendre la responsabilité de ce livre », écrit en avant-propos Denis Gautier-Sauvagnac, alors vice-président délégué général de l'UIMM. *« Nous lui sommes reconnaissants d'avoir travaillé sans a priori. »* Dans son introduction, Jacques « sans a priori » Marseille précise l'objectif de l'ouvrage : à rebours d'*« une historiographie largement confisquée par les adversaires du patronat »* et *« par une contestation des principes économiques dont le bien-fondé semble pourtant évident aux dirigeants des entreprises »*, il s'agit désormais de *« faire comprendre à des esprits marqués par des clivages hérités de la Révolution française et par les guerres franco-françaises que progrès social et profit peuvent faire bon ménage »* (p. 10). Les pages qui suivent dévoilent un catalogue promotionnel dont la falsification historique scandaliserait un élève de sixième, lequel s'amuserait toutefois des légendes apposées (par Marseille ?) au bas des portraits de patrons. Ainsi, sous la bobine du premier secrétaire de l'UIMM, cette note extraite du texte : *« Robert Pinot, des yeux pétillants de malice et d'intelligence. »*

La vérité historique estampillée Marseille est assez simple : tout au long du XXe siècle, l'UIMM a fait couler le lait et le miel sur les ouvriers reconnaissants. La journée de huit heures en 1919, les congés payés de 1936 (« L'UIMM pour les congés payés », explique un titre p. 113), la Sécurité sociale et les retraites de 1945, les hausses de salaires de mai 1968 ne sont pas des conquêtes ouvrières mais des largesses patronales – à présent superflues.

Mais il y a mieux : le chapitre sur « L'UIMM dans la Deuxième Guerre mondiale ». Neuf pages de révisionnisme d'où il ressort que les chefs d'entreprise français furent tous des Jean Moulin. *« Lorsqu'on essaie, aujourd'hui, d'embrasser du regard ce que fut l'activité de l'Union* [des industries métallurgiques et minières] *pendant l'Occupation, on ne peut manquer de relever l'importance des actions d'entraide et de solidarité à l'égard du personnel des entreprises : aux efforts spontanés des chefs d'entreprise, l'Union et ses chambres régionales apportèrent, chaque fois qu'elles le purent, l'appui de leurs moyens de dépannage »*, expliquent les auteurs (p. 130). Des angelots, en somme.

À l'UIMM, la patrie reconnaissante

La réalité est un peu différente : contrairement à la CGPF (l'ancêtre du Medef), l'UIMM n'est pas dissoute durant la guerre. Dès la fin de l'été 1940, elle exprime au ministre de la Production industrielle et du Travail, René Belin, son empressement à se remettre au travail dans toutes les zones. Puis collabore avec le pouvoir pétainiste, dont elle sera la courroie de transmission industrielle. Le régime de Vichy et les dirigeants nazis ne sont pas ingrats : en février 1941, Jean Fay, vice-président de l'UIMM, fait partie des « personnalités dirigeantes de l'économie française » à qui les autorités allemandes (sur instruction de Goering) veulent épargner une réquisition de logement[1]. De tout cela, le livre de l'UIMM ne souffle mot. Marseille et ses collabo(rateur)s se contentent de souligner le rôle technique de l'union patronale dans la remise en route de la production et l'organisation du travail. Les auteurs se gardent d'évoquer les conséquences de la charte du travail promue par le président de l'UIMM Jacques Lenté, qui dissout les syndicats et interdit la grève. Pas une ligne non plus sur la surexploitation dans les usines et les mines pendant l'Occupation. Le terme « collaboration », qui résume l'attitude de l'UIMM jusqu'à l'écroulement du régime, n'apparaît d'ailleurs pas une seule fois dans ce chapitre. Sans doute aurait-il vexé les commanditaires de l'ouvrage.

Vient alors pour Jacques Marseille le moment de conclure : *« Le patronat français n'a guère tenté, au cours du siècle, de faire sa "réclame" auprès d'une société hostile à l'argent et au profit, et allergique, dans ses grandes masses, aux chiffres, calculs et angoisses qui sont le pain quotidien de ceux qui sont chargés de créer les richesses et le travail* [Comprendre : les patrons] *»* (p. 238). Grâce aux nouveaux mercenaires de plume, Marseille, Éveno et leurs amis suce-patrons, ce temps-là est révolu.



Publié sous la direction de Jacques Marseille, l'album à la gloire du Medef canal caisse noire.

1 Voir Annie Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers sous l'Occupation. La collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Armand Colin, 1999, p. 85-86 et 75.

Gautier-Sauvagnac aime la presse

Les distributeurs automatiques fréquentés par Denis Gautier-Sauvagnac, le président démissionnaire de l'UIMM, n'ont pas servi seulement à « fluidifier les relations sociales », selon le bon mot de l'intéressé. Ils auraient aussi vaseliné les rapports entre le patronat, la presse et le monde de la politique. C'est Pierre Guillen, vice-président de l'UIMM entre 1984 et 1994, qui a lâché le morceau à la brigade financière en novembre : outre des syndicalistes adeptes d'une négociation sonnante et trébuchante, « des hommes politiques et des journalistes » ont profité des millions prélevés en liquide sur les comptes de la branche « métallo » du Medef. Selon le site Internet Bakchich.info, qui a relayé l'information, Guillen hésiterait à donner des noms…

Comment les médias US couvrent les conflits sociaux en France

« Les grévistes veulent tirer au flanc »

Quand il s'agit de mater une grève, les médias français peuvent compter sur la solidarité de leurs grands frères américains. Pour preuve, le traitement rigoureux infligé par la presse américaine au mouvement anti-CPE de mars 2006.

Compte tenu de l'hostilité que la plupart des médias américains vouent à la France anticapitaliste et de leur amour pour la globalisation, il y avait peu de chances qu'ils traitent avec sympathie le mouvement étudiant français du printemps 2006. Rien ne laissait toutefois augurer la fougue avec laquelle les journalistes d'outre-Atlantique ont dénaturé un conflit social se déroulant à dix mille kilomètres de leurs résidences secondaires [1].

Début 2006, le Premier ministre Dominique de Villepin institue le « contrat première embauche » (CPE), autorisant les gros employeurs à recruter des jeunes au rabais et à les licencier sans motif. Étudiants et travailleurs envahissent la rue. Leur protestation, soutenue par une large partie de la population française, mécontente la presse américaine. Jusqu'au dernier jour, ses éditorialistes, animateurs et correspondants vont marteler que le remède de cheval administré par Villepin est la seule thérapie envisageable pour sauver une économie moribonde. Et qu'il faut être fou pour la refuser.

« Payés à ne rien faire »

Dans un éditorial publié le 21 mars 2006, le *Los Angeles Times* décerne ainsi aux étudiants grévistes un *« zéro pointé en économie »*, le CPE offrant l'immense mérite de *« restreindre les protections trop généreuses »* dont jouissent les travailleurs français. Le Code du travail, voilà l'ennemi. *« Rien d'étonnant,* ricane le quotidien, *à ce que les employeurs français écrasés sous ce fardeau y regardent à deux fois avant d'embaucher. »* Au lieu de se cabrer sottement devant les exigences des patrons, les étudiants feraient mieux de *« réclamer que la flexibilité instaurée pour eux s'applique à tous les travailleurs, quel que soit leur âge ».*

Le même jour, le *New York Times* exhorte les nations européennes à *« assouplir leur législation sociale rigide et à abaisser le coût du travail »*, comme si le vieux continent ployait encore sous le joug du pacte de Varsovie. Hélas, se désole le journal, *« peu de gouvernements ont le courage politique d'imposer ces changements à leurs sociétés ».* Inutile de signaler au lecteur qu'en réalité ces « changements » sont en cours depuis longtemps, et même déjà bien avancés. Pas un mot non plus pour expliquer au nom de quoi et de quelle manière une démocratie devrait infliger des lois impopulaires à des populations qui n'en veulent pas : le postulat coule de source.

Autre évidence indiscutable : les salariés qui refusent d'abdiquer leurs droits sont des paresseux qui méritent le fouet. *« Les manifestants français ne veulent pas travailler,* vocifère John Gibson sur la chaîne Fox News, propriété du thatchérien Rupert Murdoch (28.3.06). *Ce qui les rend dingues, c'est la menace de se faire virer s'ils tirent au flanc. »* Selon ce fin commentateur, dont les expertises éclairent la vision du monde de dizaines de millions de téléspectateurs, *« les jeunes Français sont furieux parce qu'ils n'ont plus les mêmes chances qu'autrefois d'occuper un emploi garanti à vie où on les paie à ne rien faire, comme c'était le cas pour leurs parents ».*

Les chaînes rivales confortent cette analyse. Sur ABC, propriété de Disney, la présentatrice Elizabeth Vargas souligne que *« les Français ont longtemps bénéficié de privilèges de toutes sortes auxquels d'autres peuples du monde n'ont jamais eu accès »* (28.3.06). Suit un reportage où l'on voit un échantillon de cette peuplade étrange lancer effrontément à la caméra : *« Nous ne pouvons pas laisser nos patrons nous virer sans aucune raison. – C'est pourtant ainsi que cela se passe partout ailleurs ! »* lui répond, abasourdi, l'envoyé spécial David Wright. Même son de cloche sur CBS, propriété de Viacom, où la reporter Sheila MacVicar découvre que *« ces étudiants ne sont pas des révolutionnaires en demande de changement, mais des réactionnaires cramponnés au* statu quo *»* (29.3.06). Réactionnaires ? Il n'y a pas si longtemps, le mot désignait les groupes d'intérêt soucieux de détruire les conquêtes sociales des travailleurs. Dans la bouche des journalistes, il s'applique désormais à ceux qui les défendent.

La thèse selon laquelle le progrès, c'est la régression, irrigue aussi les colonnes de l'hebdomadaire *Time*, propriété d'AOL-Time Warner. Sous le titre « La revanche des faux radicaux », le magazine observe que la défense des droits des salariés relève peut-être d'un *« noble sentiment »* mais que, *« à y regarder de plus près, on y trouve surtout une peur viscérale du changement »* (27.3.06). Exaspéré par l'entêtement des grévistes français, qui ne veulent pas comprendre qu'il faut retourner en arrière pour aller de l'avant, le journal *U.S. News & World Report*, propriété du milliardaire néoconservateur Mortimer Zuckerman, titre en Une : *« Paris brûle-t-il ? Oui, mais que pour de mauvaises raisons »* (3.4.06). La plus navrante tient au conservatisme des vandales, comme le raconte Brian Duffy depuis une ville apparemment à feu et à sang : *« À écouter les gamins dans la rue, on est tenté de comparer leur hooliganisme au mouvement de Mai 68 contre de Gaulle. Mais, à y regarder de plus près, il est clair que les émeutiers d'aujourd'hui n'ont rien en commun avec les soixante-huitards et qu'ils sont même à l'opposé. Tout ce que veulent les jeunes qui font le coup de poing à Paris, c'est que rien ne change. Ils ne montent sur les barricades que pour défendre le* statu quo. *»*



Il incombe aux grévistes et à leurs syndicats, sermonne Duffy, de *« prendre acte que la semaine de 35 heures, les six semaines de congés payés et les emplois garantis à vie sont des espèces en voie de disparition. Les gosses qui manifestent près de la tombe de Napoléon ne veulent pas en entendre parler, bien sûr, n'empêche que le changement est déjà là. »*

Pourtant, si les bienfaits du « changement » vont de soi pour les perroquets des grands médias, certains économistes chantent une autre chanson. Ainsi de Mark Weisbrot, du groupe de presse Knight-Ridder (30.3.06) : *« L'idée selon laquelle le code du travail serait à l'origine du chômage en Europe repose sur le mythe de la supériorité du modèle américain. Notre économie est réputée la plus compétitive, alors que notre balance commerciale enregistre un déficit record équivalant à 6 % de notre produit intérieur brut (PIB) là où l'Union européenne est excédentaire. Notre économie est réputée la plus dynamique, alors que la productivité française est plus élevée que la nôtre. On prétend que le système de retraites des Français, leur couverture santé, leur accès gratuit à l'université, leurs congés payés – quatre à cinq semaines, contre deux ici* [2] *– et leurs autres dépenses sociales représentent un coût exorbitant dans une économie globalisée. Or aucune loi économique ne permet d'étayer cette affirmation. Puisque les dépenses sociales européennes étaient jugées raisonnables hier, pourquoi cesseraient-elles de l'être aujourd'hui, alors que la productivité s'est fortement accrue ? »*

Leningrad-sur-Seine

Le fait que de telles questions ne soient jamais posées dans les médias dominants permet à leurs idéologues de brailler du matin au soir sans courir le risque d'une fessée. Comme l'animateur Bill O'Reilly sur Fox News, qui profite de la crise en France pour rouvrir la chasse au péril rouge (28.3.06) : *« Quand vous entendez nos gauchistes plaider pour la "justice économique" ou la "réduction des inégalités", vous devez savoir qu'il s'agit d'expressions codées pour dire "socialisme", c'est-à-dire un gouvernement tout-puissant qui garantirait à chaque Américain une maison, une couverture santé, un bon salaire, une retraite confortable et je ne sais quoi encore. »* Après avoir esquissé ce cauchemar, le journaliste vedette s'en prend à son invité Jeff Faux, fondateur de l'organisation progressiste Economic Policy Institute : *« Attendez, attendez, attendez. Soyons honnêtes. Si vous êtes un salarié français, vous avez sept semaines de vacances et vous bossez trente-cinq heures par semaine. Trente-cinq heures ! C'est ça votre semaine de travail ! »* À quoi Faux rétorque : *« Et alors, où est le mal ? »* Bonne question. Qui se plaindrait d'une loi limitant le matraquage médiatique à trente-cinq heures par semaine ?

1 Ce texte est la traduction adaptée de l'article : « US Media to French Youth : Fight for your right to be fired », *Extra*, New York, 4.4.06, www.fair.org. *Extra* est l'homologue américain du *Plan B.*
2 Il s'agit ici d'une moyenne. Il n'y a en effet aucun minimum légal. Au demeurant, pour ne pas mécontenter leurs employeurs, un tiers des salariés américains ne prennent pas les congés auxquels la convention collective de leur entreprise leur donne droit (en général quinze jours après quelques années d'ancienneté).

Les cheminots corrigent la presse

Comment un gréviste vit-il son statut médiatique d'épouvantail public numéro 1 ? *Le Plan B* a posé la question à une dizaine de cheminots de Sud-Rail, le syndicat le plus détesté des médias qui mentent.

La scène se passe dans les locaux de Sud-Rail à Lille, trois jours après le début de la grève des cheminots. Le mouvement n'en est qu'à ses débuts et déjà la mitraille médiatique tombe à verse. En première ligne, face au peloton d'exécution des éditorialistes, les membres de Sud-Rail entendent siffler les balles : *« jusqu'au-boutistes »* adeptes de *« la gréviculture syndicale »*, fanatiques des *« conformismes et de l'inertie »*, *« réactionnaires accrochés à des privilèges qui pénalisent les générations futures »*, *« minoritaires attachés à la culture de l'affrontement »* qui abusent du *« pouvoir systématique de dire non »*, sadiques jouissant de *« la galère des usagers »*, auxquels ils imposent *« la dictature des égoïsmes catégoriels »*… Autour d'un café, une dizaine de ces terreurs souhaitent la bienvenue au *Plan B* : des « roulants », des agents d'accompagnement, une vendeuse et même un récent retraité. L'extrémisme se prêtant à toutes les fourberies, l'un d'eux revendique son appartenance au… Modem, de François Bayrou.

Certes, la presse leur tombe des mains, comme l'explique Philippe, l'un des leaders du mouvement à Lille : *« Il y a encore quelque temps, j'arrivais à mettre* Libé *ou* Le Monde *d'un côté,* Le Figaro *de l'autre. Aujourd'hui, je n'arrive plus à les distinguer. C'est vite fait pour moi : un peu* Politis, Le Canard enchaîné, Le Monde diplo… Charlie, *de moins en moins. Depuis que Philippe Val pète les plombs, c'est fini. Et bien sûr* Le Plan B. » La question qu'il se pose est celle du *« rapport à la presse. Est-ce qu'on peut se passer d'elle ? Si oui, on fait quoi ? Si non, on fait comment ? On en discute souvent. Parce que quand on arrive à dire ce qu'on veut, ça passe pas. Ou alors on fait la langue de bois. On sait pas comment aborder cette affaire-là. »*

Devant la tendresse parfois excessive qui ruisselle des journaux télévisés et des tribunes de presse, ces militants restent étonnamment placides. Au troisième jour de la grève, ils se montrent encore partagés sur la question de savoir si l'AG lilloise doit ou non être interdite aux journalistes (ils le seront beaucoup moins quelques jours plus tard). Leur préoccupation est ailleurs : dans leur propre « médiatisation » auprès des salariés. *« On a un avantage en tant que syndicaliste,* explique Thierry, *c'est qu'on est dans une relation directe. Notre interlocuteur, on l'a en face de nous, on se connaît et il y a un climat de confiance. On est dans un média individuel. Nous, on a fait un travail de fond durant des semaines sur les régimes de retraite. Et là on s'est rendu compte à quel point les gens étaient peu informés sur leur situation. »* Aux journalistes pour lesquels la réalité sociale est un territoire vierge, ils opposent leur connaissance : *« Notre discours sur le maintien de notre retraite, on l'a élaboré, on l'a construit, on l'a analysé. Quand on dit 37,5 ans pour tous, on est capables de le chiffrer, de l'expliquer »*, souligne Philippe. Cette pédagogie de terrain contribue mieux qu'un zapping à propager la grève. *« Mon discours est-il crédible ou non ? Est-ce que j'amène quelque chose ou pas ? Les cheminots aujourd'hui savent grâce aux syndicats pourquoi ils sont en grève. »*



« Rien que du vide »

Les journalistes, englués pour beaucoup dans le culte de leur carrière individuelle, restent ahuris devant cette force collective. Les derniers coups de charrue dans le secteur de la presse (licenciements à *Libération*, rachat des *Échos* par Bernard Arnault, vente de *La Tribune*, nomination par Sarkozy du nouveau directeur du *Figaro*) ont montré leur incapacité à se défendre efficacement. La hargne qu'ils défoulent sur les grévistes de la SNCF traduit aussi une profonde rancœur. *« Dans les médias,* dit Thierry, *je n'ai rien lu ni entendu sur les retraites qui fasse comprendre de quoi il est question. Le problème, c'est qu'ils sont incapables de parler d'autre chose que de la galère des usagers, la gêne, le fric perdu, la prise d'otages. »*

Pour ces militants rodés à l'analyse minutieuse des « réformes », les simplifications débitées sur les ondes témoignent d'une paresse autant que d'un choix idéologique : *« En face, ils sont dans une espèce de cliché : la population vieillit, il va falloir travailler plus. C'est réducteur mais c'est facile à faire passer »*, observe Philippe. Monté sur rouleau compresseur, ce babil infantilisant n'est pas sans effet sur les grévistes : *« Les fausses évidences, les prises d'otages, tout ça, ça finit par user le moral des gars. Le risque, c'est qu'un à deux mois de travail de terrain sur le fond soient détruits par ce genre de message. »* Tandis que *Le Monde* pleurniche sur la *« diabolisation »* dont la presse serait victime de la part des grévistes (17.11.07), ces derniers ripostent en haussant les épaules. *« Forcément,* lâche Jacques, *on va toujours se trouver en opposition à ce que la presse ressort. On n'est pas sur le même temps de travail. Sur TF1 ou sur les autres, la grève des cheminots sera bientôt terminée et on passera à autre chose, Noël, la météo des neiges, des trucs comme ça. Nous, on ne s'arrêtera pas pour autant. Mais en attendant, aujourd'hui, il n'y a pas de réflexion dans les médias. Rien que du vide. »* Le vide, c'est peut-être encore ce qu'ils produisent de mieux. Dès le lendemain de la suspension du mouvement, *Le Parisien-Aujourd'hui* (24.11.07) recadrait l'actualité en titrant à la « une » : « Et si on pensait à Noël ? » Avec, comme épitaphe de la grève, cette information mûrement vérifiée et recoupée : *« Après des semaines de tensions sociales, les Français vont pouvoir se plonger dans les préparatifs de Noël. »*

M6 chez les « Khmers rouges »

Dimanche 13 novembre, l'émission « 66 Minutes » sur M6 s'attarde sur l'inadmissible *« prise en otage »* de l'université Villejean-Rennes II par un *« groupe d'étudiants radicaux »*. De ce qui motive cette *« poignée de jusqu'au-boutistes »* à occuper leur université, les téléspectateurs ne sauront rien. Les auteurs de « l'enquête » ne s'intéressent ni au contenu de la loi Pécresse (indiscutable), ni aux revendications des grévistes (indiffusables), mais seulement au « style » du mouvement. Un style peu convenable, si l'on en croit la chaîne du groupe Bertelsmann.

D'emblée, l'Albert Londres de M6 prend la pose du martyr. Les étudiants en lutte de Rennes II ayant expliqué aux grands médias qu'ils n'étaient pas les bienvenus, c'est armé de son seul courage que l'envoyé spécial pénètre – en caméra cachée – dans le hall B, *« camp retranché »* de cette *« minorité d'ultras »*. Les images et les commentaires ne laissent aucun doute sur la nature du lieu : loin d'être un espace de débats et de rencontres où s'organisent les actions à venir, il s'agit d'une taupinière mal famée où la racaille étudiante se réunit pour boire toute la nuit. L'équipe de M6 s'y faufile avec la prudence d'un commando des forces spéciales. Peine perdue, un « Khmer rouge » les démasque : *« Personnellement, je pense qu'on ne devrait même pas vous laisser rentrer.*

Le journaliste : *Pourquoi ?*

L'étudiant : *Parce que vous êtes pas nos amis, parce que vous êtes pas dans notre camp, vous ne nous aidez à rien, vous ne nous servez à rien. »*

Heureusement, l'ingéniosité journalistique va faire prévaloir le droit à l'information. Au montage, M6 plaque une intervention du président de l'université sur l'image d'une assemblée générale, créant l'illusion d'un choc héroïque où le rond-de-cuir se jette dans la gueule du loup. Or cette scène n'a jamais eu lieu. *« Ceux qu'on voit à l'image étaient réunis pour écouter tout autre chose que les discours sans saveur du président, qui ne met pas les pieds dans les AG »*, rapporte au *Plan B* un sardon présent sur place. Effet garanti : à Rennes, depuis la diffusion du reportage de M6, des milliers d'étudiants écœurés auraient grossi les rangs de la chienlit anti-PPA.

Les pigeons de *France soir*

En avril 2006, Olivier Besancenot et Marie-George Buffet se mobilisaient en faveur de *France soir*, alors à l'agonie, en signant une pétition de soutien aux côtés, entre autres, de Michel Leeb, Mireille Mathieu et Alain Prost. *« Oui,* affirmaient-ils, *il y a une place en France pour un quotidien populaire de qualité. Oui,* France soir *est un titre qui parle à chacun d'entre nous. Le sauver, en lui donnant des moyens financiers, voire de nouveaux propriétaires, c'est assurer le renouveau d'un titre majeur. »* Dix-neuf mois plus tard, voici ce que leur répond le « quotidien populaire » de Gérard Carreyrou (17.10.07) :


France Soir

Jeudi noir

LA FRANCE PRISE EN OTAGE

Nos conseils pratiques pour aller travailler

Le michelgodisme expliqué aux enfants

Le 12 novembre dernier, en compagnie de la sociologue Monique Pinçon-Charlot et du poussah[1] publicitaire Stéphane Fouks, l'économiste Michel Godet était convié par Frédéric Taddei à faire goûter aux téléspectateurs de « Ce soir ou jamais » (France 3) sa recette du syndicaliste au court-bouillon.

La caméra zoome sur un faciès de nain horticole. Selon Michel Godet, auteur d'un manifeste contre les fonctionnaires (*Le Courage du bon sens : pour construire l'avenir*, Odile jacob), les aristocrates d'aujourd'hui sont les salariés de la SNCF. *« Ce sont ceux qui partent le plus tôt, qui touchent le plus en termes de proportion des derniers salaires*[2] *et qui en profitent le plus longtemps* [de la retraite]. *Donc "c'est pas du juste", comme dirait mon gamin. »* C'est « son gamin » qui lui a soufflé la suite : *« Les acquis de la noblesse, en 1789, ils n'étaient plus justifiés. Mais, au moment du contrat féodal* [sic], *les historiens montrent bien qu'il y avait un certain équilibre social* [...]. *Y avait ceux qui priaient, y avait ceux qui travaillaient et ceux qui défendaient. Bon,* [...] *à l'époque, dans la société, c'était tout à fait équilibré. Le problème c'est que* [...] *dans un monde qui change, si on ne change pas, ben on disparaît. »* Une nostalgie de l'« équilibre » féodal (quand le travail des uns permettait aux Godet de l'époque de prier le ventre plein) avivée par de douloureux souvenirs : *« J'ai pris le TGV tous les jours pendant quinze ans. J'étais d'ailleurs un des seuls à payer, ha ha !, parce que je prenais la première pour travailler, et en première y a surtout des gens qui payent pas. Des députés, mais aussi des cheminots.* [...] *Les conducteurs de la SNCF ont une espérance de vie aujourd'hui qui dépasse celle des instituteurs ! Tant mieux pour eux ! En plus, ils voyagent gratuitement ! Donc je suis content pour eux, j'aimerais simplement de temps en temps en faire partie.* [...] *Alors, ceux qui, demain, vont nous prendre en otage une fois de plus, ça coûte 5 milliards d'euros à la France. Cinq milliards par jour ! C'est de l'argent qu'on prend dans la poche de nos enfants.* [...] *Et donc je trouve ça irresponsable, pour ma part je suis très révolté et très en colère, vous le voyez, par rapport aux générations futures. »*

Colère partagée par Stéphane Fouks, qui trouve que *« la dénonciation du privilège* [des riches], *au fond, ça traduit une forme de jalousie du privilège de l'autre.* [...] *Et quelqu'un qui va toucher 10 millions d'euros en travaillant, qui va payer beaucoup d'impôts sur ces 10 millions, on va en plus le traiter de voleur et de voyou ! »*

Michel Godet approuve en secouant ses énormes oreilles réunies par un large sourire privé de lèvres.

« Le problème, ose Monique Pinçon-Charlot, *c'est que le nombre de riches augmente...*

Michel Godet : *Non !*

Monique Pinçon-Charlot : *Ils sont plus nombreux, en France et dans le monde...*

Michel Godet : *Pas en France !*[3] *»*

Le scandale de l'ISF

Les propos haineux de la sociologue des riches chagrinent Stéphane, qui concède toutefois qu'*« évidemment, si on avait quelqu'un de la SNCF autour de la table, il ne se considérerait pas, lui, comme un privilégié ! »* Mais Taddei n'a pas eu le mauvais goût d'inviter un cheminot, pour ne pas accabler plus le président d'Euro RSCG Worldwide, qui gémit : *« Quand on veut stigmatiser les privilèges, qu'est-ce qu'on fait ? On taxe les stock-options*[4]*. C'est le truc qu'on a réussi à diaboliser* [...]. *Pourtant, si on y regarde d'un tout petit peu plus près, qu'est-ce que c'est que les stock-options, si ce n'est un moyen de rééquilibrer la rémunération entre le capital et le travail ? »*

L'animateur tient à rassurer ses invités, sur l'air de « c'est plus pareil qu'en 95, aujourd'hui l'opinion publique est défavorable aux grévistes ». Michel Godet s'agite : *« Moi, y a quatre France que je vois* [il compte sur ses doigts] *: y a la France qui rame, y a la France qui se pâme,* [...] *y a la France du drame et y a la France qui brame. Alors, celle qui brame, c'est... ils sont privilégiés. Vous savez, cette belle phrase de De Closets qu'il faut répéter : "Les avantages acquis, c'est la contrepartie de la capacité de nuisance."* [...] *Parce que, moi, j'ai une autre vision sur les riches, je constate* [qu'un] *pays qui fait fuir ses riches s'appauvrit.* [...] *L'ISF est scandaleux, beaucoup plus scandaleux que la suppression des impôts sur la transmission* [...]. *Parce que, l'ISF, y a un type qui a travaillé toute sa vie, on le taxe* [...]. *On le taxe parce qu'il n'a pas dépensé. Il n'a pas été assez cigale, hein ! »*

Ayant établi que l'exemption de l'ISF est un autre privilège des pauvres, Michel Godet est soudain frappé – hypothèse du *Plan B* – par un accident vasculaire cérébral :

« Dans l'Antiquité, alors moi, je suis pour autre chose, c'est qu'il faut développer les riches, vous le savez. Les riches, finalement, ils sont pauvres ! Vous savez, en Afrique on dit : "L'homme riche, c'est celui qui ne mange pas seul à table", et ils sont pauvres de liens. Et dans l'Antiquité, dans l'Empire romain, les riches se ruinaient pour l'intérêt général ! C'est l'évergétisme, hein, et ça c'est formidable ! [...] *Alors, on n'a pas demandé à Zidane de se ruiner, ni à Carole Bouquet* [...]. *Alors qu'elle donne l'exemple, hein, on aurait envie de la suivre. L'émulation : que les riches se ruinent pour l'intérêt général ! »*

Michel a raison : en ces temps heureux, l'argent des riches n'était pas dilapidé en retraites pour les esclaves...

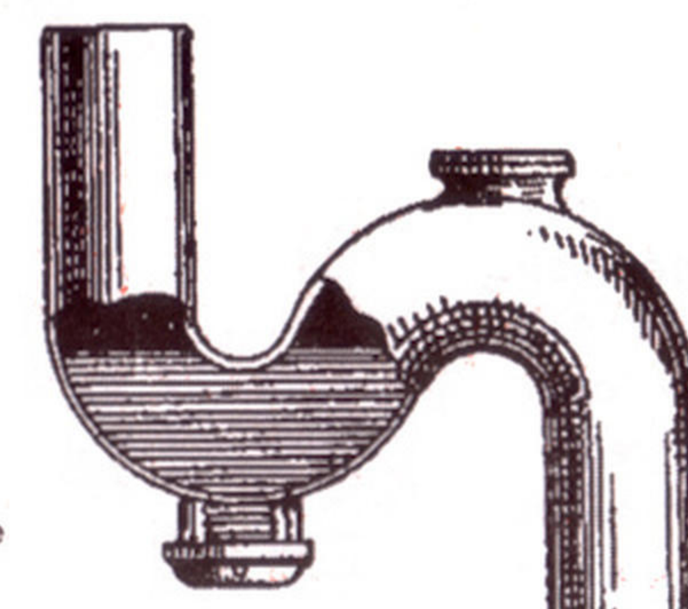


1 « Jouet composé d'un buste de magot porté par une demi-sphère lestée qui le ramène à la position verticale lorsqu'on le bascule », *Le Nouveau Petit Robert de la langue française*, 2007.
2 La retraite d'un cheminot s'élève à 67 % de son salaire, contre 84 % pour les salariés du privé.
3 En 2005, la France comptait 367 000 millionnaires en euros, soit 3,5 % de plus que l'année précédente (source : *World Wealth Report*, 2006). En 2006, le nombre de foyers assujettis à l'impôt sur la fortune était de 457 000, soit 16 % de plus qu'en 2005 (source : Direction générale des impôts).
4 Le 13 septembre dernier, le président de la Cour des comptes, Philippe Séguin, estimait que l'exonération de cotisations sociales sur les stock-options avait coûté 3 milliards d'euros à la Sécurité sociale en 2005.

Financer Sciences Po grâce à l'impôt

Richard Descoings annonce une « *révolution financière et culturelle* » : les contribuables fortunés qui donneront de l'argent à sa pouponnière paieront moins d'impôts.

En théorie, le produit de l'impôt est alloué à la collectivité. Par le jeu des déductions fiscales, les contribuables pouvaient jusqu'ici décider de financer prioritairement les syndicats ou les associations d'utilité publique. Mais, depuis cet été, ils peuvent également allouer leurs euros aux riches en déduisant de leurs impôts une partie des dons faits aux PME et aux établissements d'enseignement supérieur. *« En somme,* explique le PDG de Sciences Po, Richard Descoings, dans une lettre envoyée le 6 novembre aux anciens élèves de son école de larves, *vous avez désormais le choix entre verser vos impôts à l'État ou bien vous en acquitter, à hauteur des deux tiers, par une affectation dont vous décidez vous-même. »* Pourquoi payer pour les pauvres quand on peut enrichir les possédants ? Pressé de siphonner ses anciens élèves pour garantir l'élevage orthodoxe des futures classes dirigeantes, Richard Descoings redouble de pédagogie : « *66 % des dons que vous accepterez de faire à Sciences Po en*



2007 seront déductibles du montant de l'impôt sur le revenu que vous paierez en 2008 (dans la limite de 20 % de votre imposition). Et, si vous êtes redevable de l'ISF, vous pourrez verser à Sciences Po jusqu'à 50 000 euros au titre de cette imposition. »

Et Coincoin de conclure : *« Cette révolution financière est aussi une révolution culturelle. »* En effet : l'argent public ainsi récolté servira d'abord à rémunérer le cabinet privé Alvarez & Marsal, chargé par Sciences Po *« d'optimiser »* la levée de fonds, selon *Challenges* (22.11.07). Lorsqu'ils prennent connaissance de cette lettre, Edwy Plenel et sa moustache trémulent. L'ancien directeur de la rédaction du *Monde* tente depuis des mois de lancer sur Internet un quotidien payant *« métissé »*. Mais où trouver les investisseurs qui soutiendront un tel projet ? Dans un document publié sur le site du *Nouvel Observateur* (19.11.07), Edwy se fait poète :

« Un couple investissant 50 000 € pourra déduire de son impôt sur le revenu 10 000 € en 2008 (25 % de 40 000 €) et 2 500 € en 2009 (25 % des 10 000 € restant). Soit une réduction totale de 12 500 €. Si ce couple est soumis à un ISF de 10 000 €, il pourra choisir de déduire 10 000 € de son impôt sur le revenu et 7 500 € de son ISF (75 % des 10 000 € restant). Soit une réduction totale de 17 500 €. »

Un projet rédactionnel exaltant. Mais quelle étrange destinée : jusque-là animateur d'une obscure émission de téléachat littéraire sur LCI (groupe Bouygues), Edwy Plenel enfile à présent le costume de propagandiste des allègements fiscaux offerts par Nicolas Sarkozy à sa clientèle à hauts revenus. Au nom de l'indépendance de la presse...

BRÈVES

Maris frappe à la porte

Le 30 novembre sur France Inter, au cours de son « duel » de salon avec Jean-Marc Sylvestre, l'économiste de *Charlie Hebdo*, Bernard Maris, salue la proposition de Sarkozy de vendre 3 % du capital d'EDF pour financer l'investissement dans l'Université : *« C'est excellent* [...]. *C'est remarquable. Je lui tire mon chapeau. »* Son enthousiasme est partagé par Laurence Parisot, qui déclare le même jour : *« Le Medef se réjouit des investissements annoncés en faveur des universités. »* Visiblement, Maris rêve de rejoindre la petite cour d'économistes anoblis par Sarkozy. Selon *Challenges* (18.11.07), le chef de l'État a en effet *« pris l'habitude de réunir des économistes autour de lui à l'Élysée, deux fois par mois. Au côté de l'essayiste Nicolas Baverez, on y trouve Jean-Paul Fitoussi (OFCE) et Michel Didier (COE-Rexecode). L'équipe est complétée par Charles Wyplosz, professeur d'économie à Genève, et Olivier Blanchard, qui enseigne au MIT, aux États-Unis. »*



Contre-pouvoir

Il était urgent de régulariser la situation. Selon *Libération* (15.10.07), c'est chose faite : *« Jean-Marc Plantade, coordinateur de la cellule "enquête" du* Parisien-Aujourd'hui en France, *a rallié le cabinet de la ministre de l'Économie en tant que conseiller pour la communication. »*



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Journaliste barbouilleur de romans de plage, **Christophe Ono-dit-Biot** a reçu le prix Interallié 2007 pour un livre, *Birmane*, considéré comme un des plus affligeants de la rentrée. Ce *« voyage pétri d'amour et de chagrin »* qui veut *« ressusciter l'enfant en nous »* charrie les lieux communs avec une telle persévérance qu'une critique littéraire, Blanche Baudouin, a menacé de mettre un terme à sa carrière dans le cas où cette *« confiture de guimauve »* décrocherait un prix littéraire. *« De dépit,* se souvient-elle, *j'avais jeté le livre à l'autre bout de la pièce en me demandant comment un éditeur pouvait publier une telle daube. »*

La réponse est simple : armé d'une brosse à reluire tout-terrain et d'une paire d'incisives qui labourent la moquette, Ono-dit-Biot est, à 32 ans, rédacteur-en-chef du service culture du *Point*. Son protecteur, Franz-Olivier Giesbert, mise sur sa *« belle gueule »* et son conformisme canaille pour *« rajeunir l'image »* du magazine des cadres gérontophiles. Autant dire que son génie ne souffre aucune objection : *Birmane* est l'œuvre *« d'un grand témoin, on veut dire d'un vrai journaliste »*, s'exécute la chroniqueuse « livres » du *Point* en songeant à sa prime de fin d'année.

Un an plus tôt, Ono-dit-Biot avait su mériter ces éloges en publiant un long réquisitoire contre les chômeurs qui *« ont dévoyé la générosité du modèle social français »* : à partir du cas de « Thierry F. », un bénéficiaire de l'allocation spécifique de solidarité (440 euros par mois), roulant en voiture de sport et revendiquant 24 années de *« farniente rémunéré »*, le « vrai journaliste » dénonçait la mollesse d'un État qui accepte d'*« entretenir les parasites »*. Cet appel à la haine sociale se propagea aux organes de presse concurrents, offrant l'occasion au candidat Sarkozy de pilonner les *« fraudeurs de l'Unedic »*. Au même moment, l'employeur d'Ono-dit-Biot, François Pinault, raflait 155 millions d'euros de dividendes pour 2006, soit 30 000 années d'ASS.

Pour savourer son triomphe, le jeune prodige part essayer son slip de bain à Rangoon. D'où il rapporte une rédaction de vacances dont la sortie – miracle – coïncide avec le soulèvement des bonzes. Le voilà propulsé grand dissident de la dictature birmane : défiant les généraux sur TF1, dans *Libération* et à l'Élysée (où il est reçu par Sarkozy aux côtés de BHL, Bruckner et Glucksmann), Ono-dit-Biot s'envole vers un destin héroïque, sa laisse d'or en sautoir.



BRÈVES

Marcel Gauchet, pas Marcel gauchiste



Interrogé dans un numéro du *Figaro magazine* particulièrement hostile envers les grévistes, le directeur de la revue *Le Débat*, proche du PS et de l'UDF, imagine ce qui se passerait si Sarkozy *« échouait ou décevait les Français »* : *« C'est ce que nous devons redouter par-dessus tout. Disons-le, pour les Français, Sarkozy, c'est la dernière cartouche. Si elle rate, ils se retrouveront devant une remise en question de ce qu'ils sont, de leur manière séculaire d'être, de sentir et de penser, qui ne pourrait être qu'une sorte de tragédie nationale »* (17.11.07).

Du riz aux truffes blanches

Bernard Kouchner a loué, le 12 novembre, le ministère des Affaires étrangères à *« la plus prestigieuse des maisons de champagne pour qu'elle puisse présenter sa dernière création ». Le Figaro* (14.11.07) raconte : *« Le Quai d'Orsay accueillait donc les mondains et les amateurs de vin. C'était charmant.* […] *Mais à chacun son sens de l'ouverture… Un DJ distillait de la musique. Claudia Schiffer apparut. Les buffets étaient délicieux et proposaient des homards en cocotte, des saint-jacques à la truffe blanche, des sushis de foie gras. »* Le cœur de Kouchner battra toujours à gauche.

Diversité rime avec Tchernobyl

Fodé Sylla, ancien président de SOS-Racisme, a été recruté il y a deux ans par Areva pour s'occuper de diversité. Il vient de devenir *« responsable du développement économique et social d'Areva pour l'Afrique »*. Dans *Stratégies* (8.11.07), hebdomadaire destiné aux publicitaires, il résume le message que sa promotion par Areva adresse au monde : *« Areva a besoin de l'Afrique et l'Afrique a besoin d'Areva. »* Pour ceux qui n'auraient pas compris ce que la « diversité » peut rapporter à une multinationale, cette précision : *« Les entreprises qui pratiquent la discrimination s'autopénalisent. Quand on va vendre une centrale nucléaire, mieux vaut montrer des visages qui correspondent à l'image réelle de la société française. »*

Des lecteurs trop attentifs !

Certains des lecteurs des *Échos* ont tellement lu leur journal pro-capitaliste qu'ils n'ont pas compris que ses journalistes se comportent comme de vulgaires syndicalistes le jour où Bernard Arnault les a rachetés avec les meubles. L'un d'eux leur a écrit : *« Messieurs de la Rédaction. Je suis fort étonné de votre fronde. Je vous rappelle que vous êtes un journal de riches pour les riches et je ne comprends pas que vous refusiez qu'un très riche vous rachète. Si vous n'êtes pas contents, allez travailler au journal* L'Humanité *»* (*Les Échos*, 9-10.11.07).



Coup de foudre

Dans un article assez mal écrit, Philippe Val a fait, comme presque tous ses confrères, l'éloge du dernier livre de Bernard-Henri Lévy, *Un grand cadavre à la renverse* : *« Dans ce livre intime et intense, il révèle des convictions, une vigilance et une réflexion quant aux principes de l'État de droit dont on ne peut pas dire qu'elles encombrent le milieu médiatico-politique* [auquel Val est étranger, ndlr]. *La gauche* […] *pourra trouver dans ce livre quelques éléments de fermeté politique nécessaires à sa réanimation »* (3.10.07).



Dix ans plus tôt, BHL suscitait chez Val des sentiments plus partagés. **Brocardant** *« les amis de Bernard-Henri »*, il écrivait : *« Apparemment opposés, travaillant qui au* Nouvel Observateur, *qui au* Figaro-magazine, *ils sont, en réalité, au pire amis intimes, au mieux complices de classe : ils voguent dans la même croisière de milliardaires qui s'amusent, et ils n'ont aucune envie de voir tarir le fleuve de privilèges qui prend sa source dans leurs connivences ou leurs compromissions »* (*Charlie Hebdo*, 19.11.97). Et Val remettait le couvert un an plus tard : *« D'habitude, les philosophes sont les ennemis des marchands d'armes. Qu'ils deviennent porte-parole des porte-flingue est une nouveauté merveilleuse et inattendue.* […] *Nos têtes pensantes* […] *provoquent une hilarité libératrice qui, loin de témoigner d'un mépris douteux pour les intellectuels, exprime au contraire l'attachement aux valeurs de raison, de justice et de vérité »* (*Charlie Hebdo*, 23.9.98).

Sarkozy goûte les journalistes

Notre délicieux président de la République a tenu à faire savoir qu'il appréciait les compétences des journalistes et éditorialistes français. Il les a nommés dans des commissions gouvernementales. Jean-Marie Colombani (France Inter, France Culture, LCP, *Challenges*) est devenu commissaire à l'Adoption ; Jacques Julliard (*Le Nouvel Observateur*, LCI), commissaire à la Dette ; Luc Ferry (LCI, *Le Point*), commissaire à l'Europe ; Jean-Claude Casanova, commissaire à la Réforme des institutions ; Marcel Gauchet, « grand témoin » à la réforme de l'État ; Éric Le Boucher (*Le Monde*), commissaire à la Dette et commissaire à la Croissance ; Jacques Attali (*L'Express*, Europe 1, LCP) commissaire à la Croissance, etc. Laurent Joffrin, qui tutoie Sarkozy – *« et alors ? Ça ne m'empêche pas de l'engueuler »* – aimerait présider un jour une commission sur les batailles navales de Napoléon. Mais l'idée fait pouffer l'Élysée. Dans le cas de Colombani, la mission sur l'adoption lui a été confiée *« en raison de son intérêt de longue date pour cette question »*. Colombani a en effet adopté, puis répudié, un garçonnet moustachu et bavard, devenu plus tard Roi du téléachat : Edwy Plenel.

Sapeurs idéologiques

Interviewé par *Challenges* (8.11.07), le sociologue à gages Robert Rochefort a dévoilé le rôle politique joué par ceux de ses pairs qui acceptent de pondre des rapports dans le cadre de commissions gouvernementales : *« Le changement dans nos sociétés complexes nécessite un consensus, or il se fabrique par des façonnages progressifs de l'opinion. Lorsqu'une mesure dérangeante proposée dans un rapport finit par être appliquée, c'est souvent parce qu'elle figurait dans une demi-douzaine de travaux précédents.* […] *On peut aussi comparer cela aux coups de boutoir. La porte de la forteresse cède avec le dernier coup de bélier, mais tous ceux qui l'ont précédé ont eu leur utilité. C'est ce dont doivent se convaincre tous les auteurs de ces rapports. »*

BHL analphabète

Invité à faire le singe sur le plateau d'« On n'est pas couché » (France 2, 3.11.07), Bernard-Henri Lévy a expliqué à Laurent Ruquier : *« La banlieue, c'est la mise au ban. »* Faux ! Comme nombre d'ânes réactionnaires, BHL pense que l'étymologie de « banlieue » est « le lieu du bannissement ». Or il s'agit du territoire d'une lieue autour d'une ville, placé sous la juridiction d'un seigneur, où s'applique un impôt : le ban. Même Ruquier le savait, mais n'en a rien laissé paraître.

Les visiteurs du soir

Le Monde (27.11.07) évoque les visiteurs venus à l'Élysée encourager le chef de l'État au beau milieu de la grève de la SNCF et à la veille de la journée d'action de la fonction publique : *« Ce lundi 19 novembre, lorsque Nicolas Sarkozy reçoit un groupe de journalistes, il n'est pas inquiet. Il y a là le patron d'Europe 1, Jean-Pierre Elkabbach, l'éditorialiste de RTL, Alain Duhamel, celui d'*Ouest-France, *Paul Burel, le directeur adjoint de la rédaction du* Figaro, *Nicolas Barré, l'économiste et chroniqueur au* Point *Jacques Marseille et l'éditorialiste du* Monde *Éric Le Boucher.* […] *Ce salon vert d'où sortent les journalistes est, depuis le début de la grève, la "war room" où se gère la crise. »* À la vue de cette liste de loches, tous les lecteurs du *Plan B* s'interrogent : est-il arrivé quelque chose à Laurent Joffrin, absent ce jour-là ? Réponse : il avait un aphte sur la barbiche.

Enfin un bon sondage !

Dans sa rubrique « Médias et pouvoirs », le site Internet du *Nouvel Observateur* a commis l'imprudence de poser à ses visiteurs cette « question du jour » : *« La presse française est : Libre ? Servile ? Sans intérêt ? Passionnante ? Je ne m'informe que par Internet. »* Pour les 4 622 répondants (en date du 25 novembre), la réponse est sans appel : 75,36 % d'entre eux estiment que *« la presse française est servile »* et 7,07 % la trouvent *« sans intérêt »*. En revanche, 7,12 % la qualifient de *« libre »* et… 2,36 % de *« passionnante »*. Les résultats de ce sondage n'ont pas encore fait la couverture du *Nouvel Observateur*.

*Le Monde*ment

« Opposants et partisans d'Hugo Chávez manifestent sur la réforme constitutionnelle », titre *Le Monde* du 6 novembre 2007 : *« Samedi 3 novembre, des milliers d'opposants ont occupé l'avenue Victoria. Dimanche, des milliers de "chavistes" ont rempli l'avenue Bolivar. »* Des milliers d'un côté, des milliers de l'autre. Vu du *Monde*, les forces s'équilibrent. L'Agence France-Presse (AFP) voit les choses autrement. Rendant compte de la première manifestation, une dépêche du 3 novembre explique : *« Des centaines de Vénézuéliens ont manifesté samedi à Caracas, à l'appel de l'opposition, pour rejeter la réforme de la Constitution défendue par le président vénézuélien Hugo Chávez. »* Le lendemain, l'AFP décrit : *« Une marée humaine a défilé dimanche à Caracas pour manifester en faveur de la réforme défendue par le président vénézuélien Hugo Chávez. »* Désinformer : au *Monde*, c'est notre métier.

RÉGIMES SPÉCIAU



« *Aujourd'hui, il n'est pas TOLÉRABLE, il n'est pas tolérable qu'une PETITE partie des Français continue à bénéficier de ces 37 ans et demi. [...] Donc, à la limite, ce que je veux dire c'est qu'il fallait pas négocier. Il ne fallait pas négocier ! [...] En 95, les Français n'avaient pas encore compris l'enjeu des régimes spéciaux. Aujourd'hui ils l'ont parfaitement compris, ils ont parfaitement compris que c'est INTOLÉRABLE. [...] Il se trouve que c'est... c'est un privilège. C'est intolérable.* »

Le 18 novembre 2007, France 3 illustre l'indépendance du service public. Dans « Duel sur la 3 », l'épouse de ministre Christine Ockrent invite Jacques Marseille à aboyer aux mollets de ceux qui manifestent contre le gouvernement de son mari. Depuis plusieurs jours, le Parti de la presse et de l'argent, résolu à laver l'affront du mouvement social de 1995, a mobilisé jusqu'au moindre de ses scribouillards contre les grévistes. Intrépide sous la mitraille, *Le Plan B* est allé récolter quelques douilles...

Le péril rouge ne passer

« *L'avènement d'une équipe déterminée à prendre des risques est un* [...] *syndicats regimbent, les derniers tenants des vieilles théories de ga*[...] *normal, c'était attendu* » (Yves Thréard, *Le Figaro*, 2.11.07).

« *Une minorité d'anti-tout, qui adopte une posture de type révoluti*[...] *autant de votes trotskistes. Et cette idéologie prime aujourd'hui sur* [...] *gnée d'étudiants d'une des plus prestigieuses universités du mo*[...] *joindre au mouvement* [...] *en dit long sur la crétinisatio*[...] (Jacques Marseille, *Le Point*, 8.11.07).

« *Téléguidé par l'extrême gauche, le désordre a*[...] *premières réformes du gouvernement Fill*[...] *Le Figaro*, 10.11.07).

« *Les confédérations syndicales les plus* [...] *troupes pour ne pas les voir partir chez leurs* [...] *elles redoutent d'être entraînées trop loin par l*[...] *Le Monde*, 11.11.07).

« *Le conflit s'est radicalisé. Et certains n'attendaie*[...] *sième tour de la présidentielle. L'appétit avec lequ*[...] *d'embraser les amphis dans des votes à poings levé*[...] *gulation" des luttes. Quitte à effrayer.* [...] *Oui, c*[...] *Pour tout le monde* » (Jacques Camus, *La Ré*[...]

« *Pendant ce temps, les syndicats de fonction*[...] *service public ; une poignée d'étudiants gauch*[...] *mer l'enseignement supérieur en université d*[...] *"Titanic", debout sur la partie encore émerg*[...] *noncer, sa longue-vue à la main, la prochai*[...] *Le Nouvel Observateur*, 15.11.07).

LE FIG[...]
RÉGIMES SPÉCIAUX
Les syndicats veulent durcir le conflit

LE FIGA[...]
Les syndicats dépassés par la surenchère de la base

[...]FIGARO
Le bras de fer des minoritaires

WEEK-EN[...]
La base se crispe, les grèves se prolongent
Conflits Le gouvernement refuse de discuter si le travail ne reprend pas

Le Figaro, 9.11.07, 16.11.07, 17.11.07 ; *Le Monde*, 17.11.07.

France Culture[...] Yves Michaud [...] *gauche populiste*[...] *Front national* [...] *France pauvre, e*[...]

« *Le bon sens v*[...] *pendue, mais c'est la vertu la m*[...] [...]. *François Chérèque* [...] *a* [...] *du défilé des fonctionnaires par u*[...] *gauche. Un avant-goût de la diff*[...] *terminer une grève" quand des sy*[...] *se soumettre à la décision "souve*[...] *pices à toutes les manipulations*[...] (Jean-Michel Helvig, *La Répub*[...] *nées*, 21.11.07).

La grève est antidémocratique

« *Il va de soi que Nicolas Sarkozy ne cédera pas sur ce dossier des régimes spéciaux. Tout simplement parce qu'il ne peut pas céder sans se déjuger, sans se renier, sans mettre à bas sa crédibilité présidentielle en même temps que le programme sur lequel il s'est fait élire. C'en serait fini, d'une certaine manière, de son mandat* » (Michel Richard, *Le Midi libre*, 2.11.07).

« *Que la grève et la rue abolissent une réforme approuvée par le vote, c'est le but proclamé des grévistes de novembre. Qu'ainsi la démocratie française soit violentée dans un principe essentiel, c'est la vérité toute nue que les politiques font semblant d'ignorer* » (Claude Imbert, *Le Point*, éditorial, 8.11.07).

« *Nicolas Sarkozy a vraiment fait de la réforme des régimes spéciaux de retraite un de ses axes principaux.* [...] *Quand les Français ont voté, ils le savaient. Il a donc été sur ce point légitimé par le suffrage universel* » (Alain Duhamel, RTL, 11.10.07).

« *Quand une élection est perdue, il reste le "troisième tour social" ! Le pays qui a réinventé la république en Europe, en 1792, a beaucoup de progrès à faire dans le domaine du civisme. À commencer par admettre que ce ne sont pas les cas particuliers qui s'imposent à l'intérêt général* » (Patrick Fluckiger, *L'Alsace*, éditorial du 12.11.07).

« *Les réformes entreprises par Nicolas Sarkozy ne sont pas sorties du chapeau présidentiel. Elles étaient clairement inscrites dans son programme longuement énoncé au cours de la campagne électorale. Sarkozy ne prend personne en traître. Il fait ce qu'il a dit. Et ce qu'il a dit a été très largement approuvé par le peuple français* » (Philippe Reinhard, *L'Éclair des Pyrénées*, 13.11.07).

Le 18.11.07, dans l'émission de France Culture « L'Esprit public », Max Gallo dénonce à son tour « *les groupuscules* » et estime que « *c'est la question de la démocratie qui est posée.* »

France Soir
MARDI NOIR

Le syndicalisme, c'est l'âge de pierre plus le goulag

« *La France doit changer de mentalité. Et pourtant, les syndicats ne veulent pas entendre les termes de rentabilité, productivité, performances, des mots qui leur écorchent l'oreille* » (Vincent Beaufils, *Challenges*, 4.10.07).

« *Campé sur une ligne conservatrice, Didier Le Reste* [secrétaire général de la CGT-Cheminots] *voudrait être l'ultime rempart contre Sarkozy* » (Claude Weill, *Le Nouvel Observateur*, 25.10.07).

« *Élections ou pas, les bénéficiaires de lois obsolètes* [...] *s'accrochent au passé. Leur volonté affichée de négocier ne trompe pas : ils réclament le retrait pur et simple de la réforme. C'est ce qu'on appelle de l'autisme : "Repli pathologique sur son monde intérieur avec perte du contact avec la réalité et impossibilité de contact avec les autres", selon le dictionnaire* » (Patrick Fluckiger, *L'Alsace*, 1.11.07).

« *La vérité, c'est que nous assistons au remake d'un mauvais film où le corporatisme et le refus du changement font que la France s'accroche obstinément à un monde dépassé* » (Pierre Taribo, *L'Est républicain*, 2.11.07).

« *Les syndicats sont dans la rue. Campés sur des positions d'un autre âge, accrochés à leurs droits acquis, toujours maigres en effectifs, la majorité d'entre eux bloquent le train de la modernité. Ils font souffler le vent de la réaction* » (Yves Thréard, *Le Figaro*, 2.11.07).

« *Les Français vont avoir de nombreuses occasions de cumuler leur condition habituelle de vache à lait avec le statut d'otage d'un service public dont les principes de continuité et d'adaptabilité demeurent virtuels.* [...] *C'est aussi à chaque Français qu'il* [...] [...] *se dresser résolument contre le corporatisme et l'étatisme qui ont mis la* [...] *ban du monde du XXI[e] siècle* » (Nicolas Baverez, *Le Point*, 8.11.07).

« *Des décennies d'immobilisme, de refus des réformes destinées à nous mettre simplement à jour, notamment en matière sociale, nous valent de rétrograder sans cesse au palmarès des nations industrialisées* » (Michel Bassi, *L'Éclair des Pyrénées*, 10.11.07).

La Républiqu[...]
GRÈVES ET MANIF[...] AUJOURD'HUI À P[...]
JOUR D[...]

« *C'est Batling Sarko contre les conformismes et l'inertie* » (Pierre Taribo, *L'Est républicain*, 13.11.07).

« *S'il s'agit d'espérer la répétition de 1995 en reproduisant une paralysie des transports et d'autres secteurs de la vie sociale pour proroger un système inégalitaire de retraite, c'est à l'é*[...] *tromper de siècle* » (Hervé Chabaud, *L'Union*, 13.11.07).

« *Que le gouvernement sorte vainqueur d'une confrontation scénarisée telle* [...] *nale entre les forces du renouveau et celles du conservatisme* [...]. *Mais sa v*[...] *Pyrrhus sur les seuls corporatismes pourrait bien dégrader encore un peu plu*[...] *d'un dialogue social qui reste un des plus archaïques d'Europe* » (Caroline[...] Guillaume Malaurie, *Le Nouvel Observateur*, 15.11.07).

« *On ne nous empêchera pas de déplorer profondément cet archaïsme de no*[...] *sociales. Et plus encore, on condamnera ce "totalitarisme syndical"* » (Jac[...] mus, *La République du Centre*, 21.11.07).

Le mercredi noir des transports publics
RETRAITES • Face à la détermination des cheminots qui annoncent une grève dure aujourd'hui

MONTPELLIER et sa région
Un mercredi noir qui sent l'épreuve de force

[...]s "mariages blancs"

PICARDIE
REIMS
Jeudi noir : comment faire face

Jeudi noir en perspective



Un jeudi noir sur les rails

[...]uest
Un jeudi noir sur les rails

GRÈVE RECO[...]
Un wee[...] sur le[...]

De haut en bas et de gauche à droite : *France Soir*, 19.11.07 ; *La nouvelle République du centre-ouest*, 14.11.07 ; *Le Midi libre*, 13.11.07 ; *L'Union*, 17.10.07 ; *Le Midi libre*, 17.10.07 ; *Le Maine libre*, 17.10.07 ; *Le Courrier de l'Ouest*, 17.10.07 ; *Paris Normandie*, 15.11.07 ; *Le Courrier de l'Ouest*, 1.11.07.

X : LE PPA FUSILLE LES MUTINS

(Parti de la presse et de l'argent)

a pas

aubaine à ne pas gâcher. […] Les
he continuent la lutte […]. C'est

inaire. On est le seul pays à avoir
"intérêt général. […] Qu'une poi-
le – la Sorbonne – appellent à se
d'un infime groupe de meneurs »

iel a un objectif, faire dérailler les
[…] » (Stéphane Marchand,

rieuses […] doivent suivre leurs
oncurrentes radicales. Ce faisant,
gauchistes » (Éric Le Boucher,

que cela pour "organiser" le troi-
l'extrême gauche étudiante tente
témoigne de cette volonté de "coa-
ette épreuve est décidément de trop.
ublique du Centre, 13.11.07).

aires continueront de délabrer le
s-réacs continueront de transfor-
u tiers-monde, et le capitaine du
e de son rafiot, continuera d'an-
e croisière. » (Jacques Julliard,

« L'Esprit public », 18.11.07 :
edoute la « montée de l'extrême
– déni de réalité – une sorte de
e gauche et qui représentera la
rporatiste. »

udrait alors que la grève soit sus-
ins partagée par des syndicalistes
té conspué et menacé hier lors
e bande d'excités d'extrême
ulté en France à "savoir
dicats faibles doivent
ine" d'AG pro-
extrémistes »
ique des Pyré-

evient de
France au

vidence se

a lutte fi-
toire à la
s les bases
Brizard,

relations
ques Ca-

SUD OUEST
BORDEAUX
Ça bloque !

LA GRÈVE A COMMENCÉ HIER SOIR
Est-ce que ça va durer ?

Ça se durcit

France Soir
La galère des usagers continue
MARCHE OU GRÈVE

6 PAGES SPÉCIALES GREVE
La pagaille

Sud Ouest, 14.11.07 ;
Le Parisien, 14.11.07 ;
Sud Ouest, 16.11.07 ;
France Soir, 21.11.07 ;
Le Parisien, 17.11.07.

PYRÉNÉES
des Pyrénées, 18.10.07.
E GROGNE

Le monde entier aime la réforme

« Les citoyens, […] approuvent donc, dans leur majorité, l'alignement de la durée de cotisation des agents des entreprises publiques sur celle des fonctionnaires et des salariés du privé » (*Le Monde*, éditorial, 18.11.07).

« Les ouvriers sont contre le mouvement à 55 %, les salariés du public à 52 %, et les Français les plus pauvres à 50 % » (Cécile Cornudet, *La Tribune*, 13.11.07).

« Les Français ne se mobiliseront pas pour la défense des régimes spéciaux » (Michel Wieviorka, *La Tribune*, 13.11.07). À quoi Frédéric Dabi, directeur du département Opinion publique de l'Ifop, réplique : *« 82 % des Français interrogés veulent l'alignement des régimes de retraite […]. les Français veulent que l'ensemble des salariés cotisent quarante ans. »*

« C'est demandé dans le pays, c'est une question de justice, et c'est nécessaire sur le plan financier » (Manuel Valls, cité par *Aujourd'hui*, 11.9.07).

« Personne ou presque ne conteste la nécessité de revoir ces régimes de retraite » (Laurent Joffrin, *Libération*, 11.9.07).

« Les Français manifestent une compréhension facilitée par les précédentes réformes Balladur et Raffarin sur la question » (Philippe Waucampt, *Le Républicain lorrain*, 11.9.07).

« Cette fois, la réforme des régimes spéciaux est plutôt populaire dans l'opinion et il y a fort à parier que les Français ne sont plus prêts, aujourd'hui, à apporter un soutien solidaire aux salariés qui bénéficient des meilleures garanties sociales » (Olivier Picard, *Les dernières Nouvelles d'Alsace*, 10.9.07).

« L'opinion approuve largement la plupart des projets présidentiels. […] En France, la pédagogie de la réforme a fini par porter ses fruits. La conscience que des adaptations s'imposent dans un monde ouvert n'a cessé de gagner du terrain » (François Ernenwein, *La Croix*, éditorial, 18.9.07).

« L'opinion, d'abord, qui est majoritairement acquise à l'idée que les régimes spéciaux sont bien le produit d'une inégalité inacceptable ». (Étienne Mougeotte, *Le Figaro magazine*, 15.9.07).

« La tentation, c'est de comparer tout ce qui va se passer avec ce qui s'était passé lors des fameuses grèves de 1995 […]. En réalité, je crois que les choses sont assez différentes. Depuis cette époque-là […], l'opinion publique a évolué, on a pris conscience du fait que, malheureusement, il était inéluctable d'allonger la durée de cotisation » (Alain Duhamel, RTL, 6.11.07).

« La réforme des régimes spéciaux de retraite est sans doute une nécessité économique et démographique. C'est aussi une mesure d'équité. La majorité des Français le savent. Et beaucoup de cheminots aussi » (Claude Weill, *Le Nouvel Observateur*, 25.10.07).

« Tout le monde sait que la réforme des régimes spéciaux est inéluctable » (Jacques Camus, *La République du Centre*, 18.10.07). Il se demande par ailleurs *« pourquoi cette grève est devenue inévitable, puisqu'il est évident qu'elle ne sert à rien ».*

Le Figaro (19.10.07) s'appuie sur une enquête Opinion Way : *« 67 % des Français souhaitent que le gouvernement ne cède pas aux grévistes. »*

« La plupart des gens, y compris moi, pensent qu'il faut réformer ces régimes » (Laurent Joffrin, France Info, 15.10.07).

« Pour faire plier les grévistes, [Nicolas Sarkozy] *compte sur les enquêtes d'opinion que les conseillers de l'Élysée commandent ou encouragent leurs amis sondeurs à réaliser. "Les sondages vont peser lourd dans la bataille", a-t-il estimé »* (*Le Canard enchaîné*, 7.11.07).

Nicolas, nous voilà !

« S'ils réussissent, François Fillon et Nicolas Sarkozy effacent le camouflet de 1995 […]. C'est qu'il y a urgence à remporter ce type de victoire symbolique » (Philippe Waucampt, *Le Républicain lorrain*, 11.9.07).

« Ça me paraît une équité si élémentaire que je ne vois même pas que ça puisse donner lieu à polémiques. Il y avait des privilèges […]. Il y a longtemps, à gauche comme à droite, que tous les gouvernements promettaient d'y mettre fin. Donc si celui de Nicolas Sarkozy y met réellement fin, eh ben chapeau ! » (Denis Tillinac, RTL, 10.10.07.)

« En principe le sujet est de savoir s'il faut supprimer les régimes spéciaux de retraite pour les aligner sur le régime de la fonction publique […]. La réponse est évidemment oui, car après l'injustice faite à Alain Juppé en 1995 […], il serait temps de devenir raisonnable » (Jean Daniel, *Le Nouvel Observateur*, 18.10.07).

« Vous savez de quoi les gens ont peur, enfin ceux qui croient en vous, en votre gouvernement, et qui croient au président de la République, c'est que vous lâchiez des pans entiers de cette réforme "en loucedé", en cachette » (Christophe Hondelatte interroge le ministre Xavier Bertrand sur RTL, 19.10.07).

« Espérons que le président n'arrêtera pas le furet des réformes dans sa course ! Il y va du sursaut de notre pays. Nos voisins se sont réformés, pourquoi pas nous ? » (Michel Godet, *Le Figaro*, 27.10.07.)

« Les Français ne doivent pas tomber dans le piège de ce climat maussade entretenu à dessein. Pas plus que le président et le gouvernement, […] qui doivent impérativement maintenir le cap des réformes » (Yves Thréard, *Le Figaro*, 2.11.07).

« Le gouvernement ne peut pas perdre. Il n'en a pas le droit. […] Au début de tout mandat, il y a une épreuve du feu que le nouveau président doit gagner » (Franz-Olivier Giesbert, RTL, 2.11.07).

« Non, non, il [Sarkozy] *ne peut pas céder sur le principe des régimes spéciaux de retraite […], ça mettrait en cause son système d'autorité, de commandement, de séduction, de communication, ça n'est pas possible »* (Alain Duhamel, RTL, 6.11.07).

« Il faut réformer sans faiblesse. Sarkozy fut élu pour cela. Un échec ruinerait d'emblée son quinquennat. Sarkozy sans réformes égale Chirac » (Claude Imbert, *Le Point*, 8.11.07).

« Il est essentiel de tenir compte des enseignements des succès de Margaret Thatcher ou de Ronald Reagan comme des échecs des gouvernements Juppé ou Jospin. […] Face à l'épreuve de force, Nicolas Sarkozy doit tenir […] » (Nicolas Baverez, *Le Point*, 8.11.07).

« Céder sur les 40 ans, en rester aux 37 ans et 1/2 rendrait impossible toute réforme des retraites du régime général qui devrait conduire aux 41 ans sans lesquels il s'effondrera. La bataille est ici stratégique » (Jean-Louis Gombeaud, *Nice matin*, 8.11.07).

« Quant au gouvernement, il ne doit céder sur aucun des deux fronts. La réforme des régimes spéciaux de retraite est une mesure d'équité qu'il est impossible de différer plus longtemps » (Stéphane Marchand, *Le Figaro*, 10.11.07).

« Il n'y a qu'une chose à dire au chef de l'État : "Continuez à tenir bon, Monsieur le Président" » (Étienne Mougeotte, éditorial du *Figaro magazine*, 17.11.07).

Le 18 novembre 2007, dans l'émission de France Culture « L'Esprit public », Yves Michaud salue la *« fermeté »* et la *« communication »* du gouvernement. Il salue également *« l'excellent édito d'Éric Le Boucher dans* Le Monde*, hier, sur les corporatismes dans la société française ».*

« Il a fait mauvais pendant tout l'été, alors les gens sont de mauvaise humeur » (Jean-Louis Bourlanges, France Culture, 16.9.07).

le Parisien
STOP !

LA VOIX DU NORD
STOP OU ENCORE ?



Le Parisien, 20.11.07 ;
La Voix du Nord, 21.11.07 ;
France soir, 16.11.07.



Novembre noir pour faire dérailler les réformes



« Et bien, euh, non vraiment, je vois pas »

Ce que les gens retiennent du journal

Quelle empreinte le journal télévisé du soir laisse-t-il dans les « cerveaux disponibles » de la France rurale ? Pour le savoir, *Le Plan B* a fait du porte-à-porte dans le triangle d'or de Louhans, dans la Bresse : sa cité HLM, son campement pour gens du voyage et sa zone pavillonnaire pour presque riches.

« S*i on ferme Prudent et LDC, Louhans va devenir une ville fantôme* », assurent deux intérimaires lâchés dans la jungle du poulet sous cellophane. Dans la Bresse, zone rurale de Saône-et-Loire réputée pour son label Rouge, le travail, c'est la volaille. Dix mille emplois directs ou indirects en découlent. Il y a les ouvriers qui débitent les bestioles et emballent les escalopes pour Prudent ou LDC (Loué, le Gaulois), les précaires qui battent de l'aile chez les sous-traitants de la filière (nettoyage, transports) et puis les autres, qui courent après les boîtes non encore délocalisées. L'État dégraisse (fermetures programmées du tribunal et de la sous-préfecture), les industriels plient bagage, fortune faite (Kodak, William Saurin…), la paupérisation prospère. Bienvenue à Louhans, 7 500 habitants, au cœur de la France qui gagne.

C'est ici que *le Plan B* a planté sa tente pour mesurer l'impact du « 20 heures ». Que retient-on de l'info en boîte au pays des cuisses de poulet ? Trois lieux, trois populations. La cité Saint-Claude, cube de béton HLM posé en pleine campagne, héberge les ouvriers, les chômeurs et ceux que les caprices du marché de l'emploi promènent d'une catégorie à l'autre. Plus loin, à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau, le quartier de la Griffonnière réserve ses pavillons propres aux classes moyennes supérieures, qui préfèrent administrer les volailles plutôt que de fourrer leur nez dedans. Plus loin encore, coincé entre le pont et la voie ferrée, le camp des « gens du voyage » offre un terminus provisoire aux indésirables qui vont de petits boulots en vendanges.

Cité HLM de Saint-Claude, 9 août 2007

Il est 20 h 30. Le JT touche à sa fin. Dans la tour R de la cité Saint-Claude, Martial referme la porte derrière lui. Sans emploi, il n'achète pas la presse car il a Internet et regarde *« assez régulièrement le JT à la télé »*. *« J'aime bien les actualités de TF1 le midi, les reportages sur les régions françaises, ça m'intéresse. »* Bien qu'il n'ait écouté que d'une oreille (sa petite-fille *« fait beaucoup de bruit »*), il a retenu du journal de TF1 qu'il y a des inondations en France. À part ça ? *« À part ça, rien. »*

Nous montons d'un étage. Scène de panique ordinaire dans l'escalier. Les ampoules ont grillé. Le voisin du dessus écoute la dame du deuxième qui lance du *« ça commence à bien faire »*. On râle deux secondes, puis l'électricité revient, capricieuse. Christian, ouvrier d'usine, appelle sa compagne, Agnès, pour qu'elle réponde aux questions du journaliste. C'est elle qui a regardé le JT du soir, même si elle dit préférer Arte. *« Ce qui se passe en ce moment, ce sont des catastrophes, comme d'habitude. Il y a des inondations en France, à Bâle, en Suisse. Mais il y a aussi la mousson à Taïwan. C'est dramatique. »* Son conjoint reprend sur le thème du réchauffement climatique : *« Avec toutes les conneries qu'on fait, ça va être encore plus catastrophique dans quelques années. »* D'humeur joviale, Christian et Agnès s'informent quasi quotidiennement grâce à la télévision, mais *« aimeraient mieux avoir des nouvelles des autres pays, comme le Darfour par exemple. C'est important d'avoir des nouvelles de l'extérieur. »* À l'étage supérieur, une femme en robe de chambre exige de voir la carte de presse avant de se confier. On se propose de lui expliquer à quel point le système d'attribution de ces faux sésames est absurde et que plusieurs milliers de drôles d'oiseaux appelés « pigistes » pratiquent le métier de journaliste sans disposer d'une carte. *« Vous n'avez pas de renommée internationale à ce que je sache »*, coupe-t-elle, énigmatique. La porte se referme.

Emmanuelle accepte de donner son nom, mais pas sa fonction, *« pour éviter les remarques »*. Elle zappe d'une chaîne à l'autre en commençant par la première. *« Ce soir, l'info que j'ai retenue, c'est l'ours qui s'est fait renverser et que cela semble satisfaire 75 % de la population. »* Selon Emmanuelle, TF1 est *« particulièrement acoquinée avec le gouvernement »* et tend à *« présenter tous ceux qui portent un uniforme comme des héros »*. Le matin, c'est la radio ; le soir, la télé. La presse locale, de temps à autre, *« quand je tombe dessus »*.

21 h 02. On pénètre dans le hall suivant. Au rez-de-chaussée, Pascal nous invite chez lui. TF1 braille sa pub, le caniche jappe et Nathalie, enceinte, s'allume une clope. *« On regarde surtout le "6 minutes" de M6. C'est court, ça va à l'essentiel. Le "13 heures" de Pernaut, c'est pas vraiment de la grosse info, j'évite »*, explique cet ouvrier, *« fier de travailler dans une boîte qui emploie plus de dix mille personnes et qui vient de racheter un gros concurrent »*. La famille n'a pas eu l'occasion de regarder les infos ce soir, mais ce qui la marque en ce moment, c'est l'eau qui monte. *« Nous, on se plaint qu'il pleut, mais d'autres souffrent vraiment de la pluie. Les maraîchers par exemple. Je me dis que ça pourrait nous arriver un jour »*, s'inquiète Nathalie, 38 ans, mère au foyer. *« De toute façon, je pense que la fin du monde, ça sera dans l'eau. »* Son mari confirme : *« On a commencé dans l'eau, on finira dans l'eau. »* Le matin, en allant à l'usine, Pascal écoute Europe 1. Côté presse écrite, il n'achète que *L'Équipe*. Nathalie, elle, n'aime pas beaucoup les infos. Et encore moins la politique, qui *« fait toujours payer les ouvriers plutôt que les riches »*.

Sur le palier, le chat est toujours à son poste. Malgré les inondations, le sale temps, la non-information sur le Darfour, la mort de l'ours des Pyrénées. Les résidents de cette cité Opac zappent, bien conscients que l'info de la Une a des allures de gazette des galons et du boudin et que la Deux lui court après. Les classes populaires ou moyennes déclassées relativisent leur malheur en songeant aux désastres des voisins : il y a pire, il y a toujours pire ailleurs. L'épisode qui suit la fin du monde, c'est demain, 20 heures.

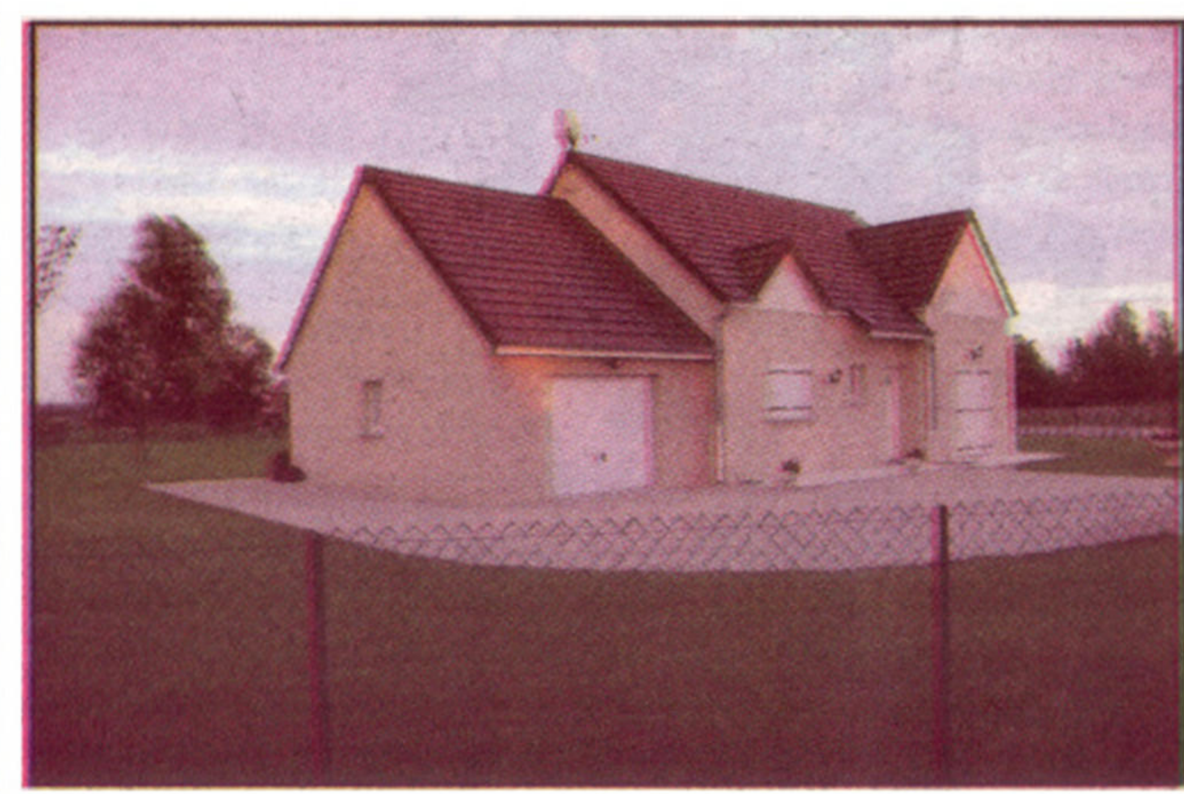
Camp des gens du voyage sédentarisés de Louhans, 30 août

L'horloge de l'église Saint-Pierre indique 20 h 25. Nous passons sous le pont limité à « 4,1 mètres » pour franchir la butte herbeuse et quitter le virage. Entre les draps qui sèchent au crépuscule et les paraboles qui pointent vers l'émetteur de Dijon, un père emmène en camion ses six enfants au camping, parce que *« là-bas, au moins, c'est propre »*. Nous tapotons sur les tôles du « carrosse » de Catherine. Tandis que PPDA parle dans son dos d'*« une des femmes les plus riches du monde »*, cette native de Beaune *« née dans une caravane »* explique qu'elle *« fait les marchés »* et qu'elle regarde TF1 parce qu'elle *« comprend mieux cette chaîne que les autres »*. Catherine attend surtout la météo, car demain elle va *« vendre des sous-vêtements »* à Sennecey-le-Grand. Elle lit *« rarement »* la presse locale et regarde les infos *« le soir »*. *« On peut pas vivre enfermés, c'est pas possible. Merci d'être venus nous voir. »* Nous nous excusons du peu et nous enfonçons dans ce camp de *« gens du voyage »*, où beaucoup *« survivent »* depuis trois, six ou dix ans.

Un berger allemand fait le guet, attaché à une pierre. On aperçoit la Rondo de Michel et Viviane, arrivés ce matin de Marseille. *« Les infos ? On regarde la 3. Ce qui nous marque en ce moment, ce sont les feux en Grèce. Ils n'ont pas fait ce qu'il fallait. On est malheureux pour ces gens. »* Ce couple de Parisiens nomades est venu en Saône-et-Loire avec trois de leurs enfants, Kevin, Messia et Maeva, pour *« faire les vendanges »*. *« On va tout donner et après on se repose. »* Ce qui leur fait supporter les cadences infernales du sécateur et





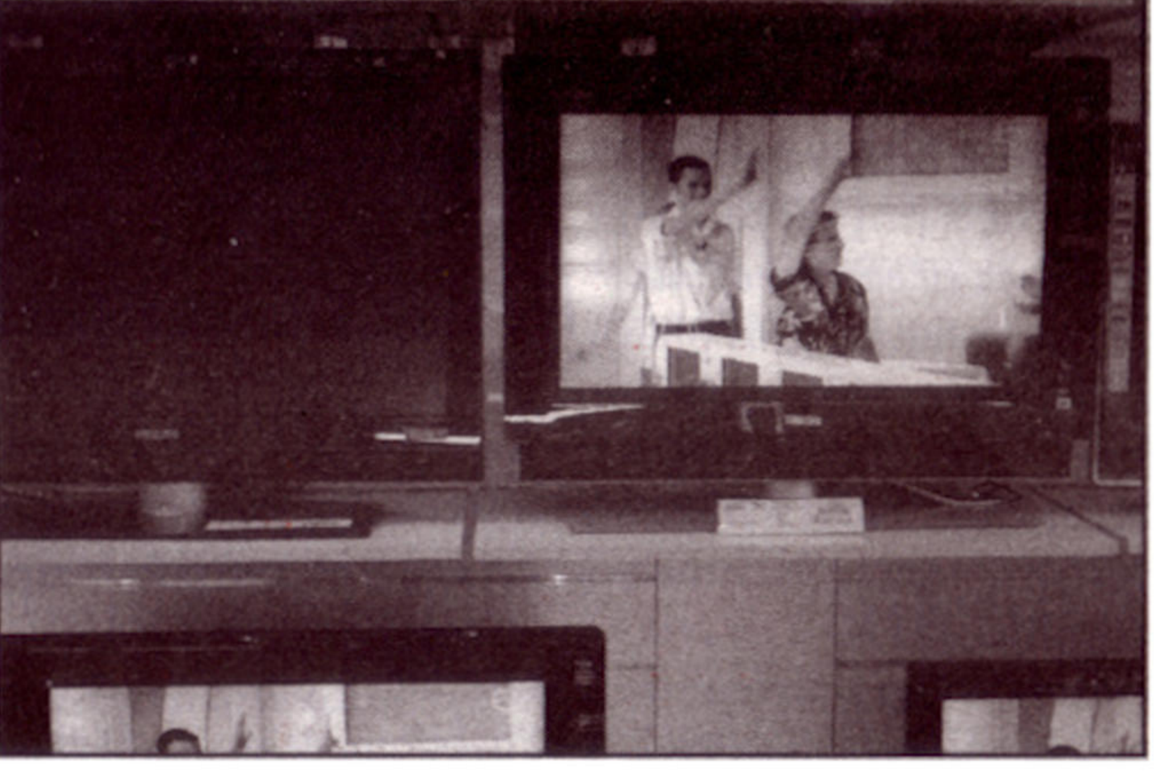


de 20 heures

les maux de dos chroniques ? *« Dieu. On est évangélistes. On vit comme à l'époque de Jésus. On ne fume pas, on ne ment pas, on ne boit pas et on n'est pas méchants. C'est pas facile, mais on sait que Jésus est parti un jour et qu'il nous prépare une place. »* Michel a une incisive en moins, dont l'absence s'affiche dans ses grands sourires. *« Être gitan, c'est dans le sang. Il n'y a pas forcément besoin de voyager pour être gitan, c'est une notion de communauté. »* Au bout de leur caravane, un *« agneau »* nommé Attila montre les crocs. C'est un rottweiler et il a faim. On prend congé. *« Que Dieu vous garde. »*

Stylo en main, on passe sous une barre de fer, happés par les chansons d'amour de Toto Cutugno que débitent les haut-parleurs d'un vieux camion. Le son disparaît au passage d'un train de fret puis remplit à nouveau l'espace. Sous un petit chapiteau, trois hommes sifflent leur apéro. *« Nous vivons comme des SDF. Tout est à crédit. On le paie avec nos quatre doigts »*, lance Gérard, chemise ouverte, un enfant dans ses bras. Après avoir prévenu que *« notre vie c'est notre vie »* et qu'*« on n'a pas à la dire à personne »*, il sert un gobelet de cidre au *Plan B* et trinque à la santé de Bernard, 45 ans ce soir. Les infos ? *« On n'a déjà pas de lumière, alors comme voulez-vous qu'on ait la télé ? »* Sur la table, une grande photo et une fierté : les 4 000 caravanes du rassemblement évangélique de Chaumont. *« Et vous, c'est quoi votre religion ? »* On répond qu'on n'en a aucune. Silence. *Les Amants de Saint-Jean* mettent tout le monde







Photographies ©Julien Brygo

d'accord : *« Si vous revenez, on vous adopte ! »* Il est 21 h 10, le temps passe vite sans télé.

Derrière la butte, Pierre nous présente ses deux yorkshires, Gamin et Jim, et son poussin domestiqué, dont il nous demande de taire le nom. Les infos ? Il constate que jamais elles ne relaient celle qui compte ici : *« Ce terrain n'est pas aux normes et n'est pas digne de recevoir des gens du voyage. Ce serait bien que vous écriviez ça dans votre journal. »* Les six enfants de Pierre et Marguerite sont scolarisés à Louhans et inscrits à la cantine, la famille vit des allocations de la CAF et d'une pension pour maladie. Ils n'ont pas droit aux Restos du cœur, *« derrière le camp, là-bas »*, leurs subsides étant jugés trop fastueux.

21 h 30. Trois gamins se font des confidences au pied de la statue *« La Bresse louhannaise à ses enfants, 1870-1871 »*. Catherine a pris note qu'il devrait faire *« beau »* pour son marché de demain. D'autres se souviennent de tel ou tel reportage à sensation diffusé sur M6 ou TF1 et criant haro sur le gitan voleur. Ils disent en avoir *« soupé »* de cette « info spectacle » qui n'évoque leur mode de vie qu'en cas d'accident, d'expulsion policière, de rodomontade d'un élu ou de vol de bagnole. D'ici quelques mois, les Gitans de Louhans devront quitter cette zone de transit pour une nouvelle « aire d'accueil » plus aux normes, là-bas, plus loin, entre la décharge et le chemin de fer.

La Griffonnière de Châteaurenaud, quartier des classes moyennes supérieures, 16 août

20 h 20. Le journal télévisé de la mi-août poursuit son cours. Premier grillage au fond de l'allée. Nathalie bouquine, les pieds sur la table de sa terrasse, entourée d'une pelouse fraîchement tondue et de jeunes arbustes plantés droit. *« Les informations ? Attendez, je vais demander à mon mari, il regarde plus que moi. »* Pascal, fonctionnaire territorial à Lons, dans le Jura, arrive en piquant du nez. *« J'étais en train de regarder le JT justement. Je me suis un peu assoupi. Ce qui m'a marqué ce soir, c'est l'arrivée des avis d'imposition, qui semble créer de mauvaises surprises pour certains. »* Pascal regarde *« beaucoup »* les informations télévisées et lit tous les jours la presse locale, *Le Journal de Saône-et-Loire* et *L'Indépendant*. *« Il y a aussi* Le Monde, Libération *et* Le Figaro, *je les consulte sur Internet »*, précise-t-il de l'autre côté du grillage. En ce moment, l'info qui le marque, c'est le *« manque de croissance en France »*. *« Y'a encore du travail pour relancer la machine économique »*, commente-t-il avant de rejoindre son poste.

On s'enfonce dans l'allée des Griffonniers, jusqu'au grand portail bleu de Mary. Autour de la sonnette, de petits dessins sur carrelage symbolisent des femmes africaines, calebasse sur la tête. Mary dit avoir *« fait le tour du monde »* et ne regarde *« jamais le JT, ni de TF1, ni des autres grandes chaînes »*. C'est plutôt par le câble que s'informe cette retraitée de l'aide aux personnes âgées. *« J'aime bien regarder les émissions sur les animaux, les voyages. Sinon, pour les infos, c'est la numéro 41, LCI »*, explique-t-elle sur le parterre de son pavillon. Mary est inquiète pour les otages sud-coréens en Afghanistan, chrétiens comme elle. Elle nous invite à entrer, puis c'est son mari, longue chemise hawaïenne, look de nabab, qui nous rejoint. *« J'ai jamais pu lire la presse locale de Louhans. Trop de petites infos, pas assez de sujets intéressants, comme au national. Ça reflète aussi la mentalité des gens ici. C'est très spécial. Nous, ça ne nous convient pas du tout. Les gens sont curieux sur tout, et surtout sur l'argent »*, explique ce directeur commercial à la retraite. Sa femme complète : *« C'est d'ailleurs pour ça qu'on a mis la maison en vente. »* Mary et son mari rêvent de repartir à Lyon, là où on ne fait pas de *« fêtes avec des majorettes »* et où tout est *« à portée de main »*. Là-bas, il y a *Le Progrès* et d'autres titres. *« La presse de Lyon est plus intéressante, oui. »*

20 h 50. Nous continuons notre route, sonnons à quelques interphones. Beaucoup nous laissent bredouilles devant d'imposantes grilles. En plein mois d'août, le quartier de la Griffonnière ressemble à un quartier témoin, une petite cité pilote où l'impeccable est de rigueur. Même les graviers semblent rangés en ordre, comme dans les publicités des magazines immobiliers.

On fait sonner à deux reprises la cloche de Jean, qui arrive en traînant les pieds, se demandant bien qui vient le déranger à cette heure tardive. Directeur de banque à la retraite, Jean, 74 ans, dont trente-neuf dans cette maison, fustige une télévision *« en déclin depuis 1955 »*. *« La télé, je commence à en avoir assez soupé. Je regarde de temps en temps les programmes qui m'intéressent, mais en général, pardonnez-moi l'expression, ça vole pas haut ! »* Jean lit la presse locale *« de temps en temps »*, regrette les émissions littéraires de Pivot et préfère se brancher sur *France Bleu* ou *France Musique*. *« Ce qui me marque en ce moment dans l'actualité ? »* Il se frotte la tempe, bafouille, cherche ses mots. *« Eh bien, euh, non vraiment, je vois pas. »*

Nous continuons. Quelques maisons plus loin, une maîtresse de maison blonde et plantureuse nous ouvre la porte d'un donjon sans remparts. Brigitte, 40 ans, sort du JT de TF1, qu'elle regarde tous les soirs avant de décompresser de son boulot d'assistante commerciale en regardant « le film ». La fiction, sur la Une, c'est juste après Claire Chazal, la météo, les pubs, le point route, les pubs et le jingle. *« On aime bien TF1, question de présentation. On regarde la télé presque tous les soirs, c'est bien après le boulot. »* Ce soir, ce qui a marqué Brigitte, 40 ans, c'est la grippe aviaire, gonflée selon elle par des journalistes qui *« cherchent toujours à amplifier les événements pour attirer l'attention »*. Elle affine sa pensée. *« Depuis la vache folle, je prends beaucoup moins au sérieux leurs infos sur les maladies animales. La grippe aviaire, on en souffre beaucoup ici, ils devraient être plus prudents. »*

Chants des criquets, petit vent du soir, mouvements lents des arbres et lumières jaunâtres des lampadaires accompagnent notre route, le long des pavillons et des villas clôturées. Le taux de croissance donne des soucis derrière les grillages, les chaînes de voyages continuent de diffuser leur sable fin et les volets des maisons vides sont coupés par les reflets du soleil couchant. Personne, ce soir, n'a dit un mot sur Sarkozy : le petit traître balladurien a beau inonder les ondes, ses vacances avec les Bush ont laissé les Bressans indifférents.



BHL, Joffrin et Val grimpent sur les barricades

Du beau linge pour la bonne cause

Lors d'un « concert-meeting » au Zénith de Paris, la mobilisation contre l'amendement ADN a servi de prétexte à un festival de mondanités vertueuses. Ébloui, *Le Plan B* a lancé des confettis.

Le flash d'infos de LCI avait annoncé *« du monde – et du beau monde »*. Promesse tenue : de François Hollande à Philippe Torreton en passant par François Bayrou, Isabelle Adjani et Bertrand Delanoë, le Zénith de Paris débordait de beau linge ce dimanche 14 octobre. Difficile d'en attendre moins d'une réception organisée par SOS-Racisme, *Libération* et *Charlie Hebdo*, et parrainée par Pierre Bergé, la FNAC et Bernard-Henri Lévy. On croit d'abord à un défilé de haute couture métissée. En fait, l'événement affiche une intention plus radicale : sonner le tocsin contre l'amendement du député Mariani, introduisant l'idée d'un marquage génétique des candidats à l'immigration. Ce texte appelait effectivement une contre-attaque. Mais, parmi les 6 000 spectateurs qui ont répondu à l'appel, certains se demandent s'ils ne se sont pas trompés de soirée.

« C'est magnifique, c'est magnifique ! »

C'est le journaliste de télé Serge Moati qui anime les festivités. BHL est en confiance : une heure avant de monter sur la scène du Zénith, il était l'invité de l'émission « Ripostes », que Moati présente sur France 5. Le philosophe des marchands d'armes est flanqué de Laurent Joffrin et de Philippe Val, PDG respectifs de *Libération* et de *Charlie*, deux journaux cousins qui s'échangent publicités et contenu rédactionnel. BHL étant actionnaire du premier et compagnon de route du second, la petite troupe n'est pas dépaysée.

Jul, Cabu et Charb rivalisent à la palette graphique. Dans la salle, des pancartes *« Touche pas à mon ADN »* en forme de main jaune convoquent l'antiracisme bon enfant des années 1980. *« Quelles que soient nos origines, quels que soient nos gènes, nous sommes là pour entrer en résistance »*, crie une Isabelle Adjani au bord des larmes.

Le député UMP François Goulard est follement applaudi. Le héros du jour a été ministre dans deux gouvernements – Raffarin et Villepin – qui ont multiplié les lois hostiles aux immigrés et étendu jusqu'à l'absurde le fichage ADN. Grâce à Goulard et ses amis, une pratique policière initialement réservée aux violeurs et aux tueurs – c'est du moins ainsi qu'elle fut vendue à l'opinion – s'applique désormais à tout quidam interpellé pour un simple outrage à agent ou pour aide au séjour d'un sans-papiers. *« Il y a des choses qui nous dépassent, qui appartiennent à tous les Français, à tous les hommes et femmes de cette planète : ça s'appelle les droits de l'homme ! »* s'égosille le « villepiniste » sous les ovations de la salle. Et de préciser que cette manifestation n'est *« pas un meeting contre le gouvernement mais contre un amendement »*. Personne à la tribune ne dira le contraire.

Josiane Balasko arrive en gloussant. *« On va lire une partie de l'édito de Philippe Val qui est superbe, parce que tout le monde n'a pas lu* Charlie Hebdo*. »* Elle en lit un large extrait. *« Je suis d'accord, hein, je préviens : je suis entièrement d'accord.* […] *J'ai pas fini, j'ai pas fini… parce que c'est vachement intéressant. »* Le réalisateur fait un gros plan sur Philippe Val, très ému. *« C'est magnifique, c'est magnifique ! »* vagit Balasko. Dans ce texte, Val explique qu'il faut *« trouver les moyens de maitriser l'immigration »* mais que l'affaire de l'ADN *« touche à un principe »*, ce qui résume la charge politique de la soirée : haro sur le chiffon rouge, mais pas un mot sur les mesures autrement plus venimeuses de la loi Hortefeux[1].

Place à la musique. Renaud grogne une chanson en faveur des taureaux et des baleines (car leur sang ressemble au nôtre). Charitable, il s'abstiendra de chanter pour les grévistes un mois plus tard.

Le gène de la vente

Bizarrement, alors qu'ils ne cessent d'associer nationalisme et fascisme, la plupart des orateurs expriment leur opposition à l'amendement Mariani au nom de la France, de sa mission universelle, de ses valeurs, de son histoire, etc. Pascal Bruckner, théoricien de la « complexité », n'est malheureusement pas là pour éclaircir ce paradoxe. Signataire de la pétition anti-ADN de *Charlie Hebdo*, il figure pourtant à la « une » du dernier numéro de l'hebdomadaire parmi d'autres noms illustres. Sa présence au Zénith aurait ajouté un supplément de pittoresque à la soirée. En octobre 2006, le philosophe troupier avait acclamé le durcissement des lois sur l'immigration en Suisse, saluant avec lyrisme le verrouillage du droit d'asile et la quasi-interdiction de tout regroupement familial. *« La Suisse montre la voie à l'Europe, c'est une question de bon sens, commençons par intégrer nos immigrés, par en faire de vrais Suisses, de vrais Français ou de vrais Espagnols, avant d'en laisser entrer d'autres »*, avait déclaré Bruckner au quotidien suisse *Le Matin* (21.10.06). Un an plus tard, au moment de rejoindre la ligue de vertu anti-ADN, ce « vrai Français » dénonçait le lobby des immigrés, à l'évidence trop influent, dans la revue *La Règle du jeu* : *« "L'immigrationnisme" est à la fois irresponsable et criminel »* et *« prospère sur la disqualification de l'idée nationale en Europe. »* Le monde, national ou pas, étant petit, *La Règle du jeu* a évidemment pour directeur... Bernard-Henri Lévy.

En clôture, Serge Moati fait revenir sur scène les violons du bal : le président de SOS-Racisme Dominique Sopo, BHL, Joffrin et Val, lequel fait alors monter Charb, Luz, Tignous et Jul, applaudis à tout rompre par BHL et Joffrin. Devant cette touchante fête de famille, le public se sent presque de trop.

C'est à Joffrin que reviendra le mot de la fin. Dans un portrait consacré au patron barbichu, *Le Nouvel Économiste* (18.10.07) note que la soirée anti-ADN a été programmée la veille du lancement de la nouvelle formule de *Libération*, pour assurer un *« bon tremplin médiatique* [au] *nouveau territoire du journal »*. Les conditions de séjour dans ce « nouveau territoire » paraissent plus draconiennes encore que celles infligées par la loi Hortefeux. Selon Joffrin, le lecteur-type de *Libération* est en effet *« l'un des plus qualifiés de la presse quotidienne nationale, il a quarante ans, est urbain et baby-boomer.* […] *Il vote à 10 % pour Sarko, 10 % pour la gauche radicale, 40 % pour le PS et le reste pour Bayrou »*. Et il adore BHL, qui *« aide le journal en faisant des réunions avec des annonceurs potentiels »*.

Les mondains se mobilisent contre le Mal et pour la Démocratie



Colloghan

1 Par exemple, le passage de deux à quatre jours du délai durant lequel la police peut coffrer et renvoyer à sa guise un demandeur d'asile arrivant en France, ou encore le placement de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) sous la tutelle du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

Moi d'abord

Le nom de Philippe Val figure à la « Une »… de *Charlie Hebdo* du 3 octobre 2007, en compagnie de vingt autres. Quelques heures plus tôt, le chef de *Charlie* a en effet signé une pétition contre les tests ADN. D'autres signataires de la même pétition n'ont pas eu, eux, droit à la « Une » du journal : ni Gérard Aschieri, Olivier Besancenot, Marie-Georges Buffet, Jean-Claude Gayssot, Bruno Julliard, Jack Ralite, Christine Taubira, Bertrand Tavernier ; ni *« toute l'équipe de* Charlie Hebdo *»*. Tous à l'évidence indignes d'être cités en couverture de l'hebdomadaire avec Philippe Val et son nouveau gourou, BHL.

BRÈVES et rebrèves

La question qui tue

Un sondage de l'Ifop (détenu par Laurence Parisot) publié par *Le Figaro magazine* (17.11.07) pose cette question : *« En cas de grève prolongée dans les transports en commun, souhaitez-vous que le gouvernement fasse appel à des camions de l'armée pour transporter les usagers ? »* Oui : 54 %, non : 46 %. Et, chose miraculeuse, la proportion des sondés qui ne se prononcent pas est de 0 %.

Paquet fiscal du pauvre

Le sous-ministre sarkozyste Martin Hirsch expose son analyse des « réformes » gouvernementales (Canal +, 18.11.07) : *« Celles et ceux qui ont une place dans la société, quand on leur demande un petit effort c'est pour aider celles et ceux qui n'ont pas de place. »* Cette homélie destinée aux grévistes « archaïques » qui refusent de se serrer la ceinture pour aider les SDF provoque une question sur le « paquet fiscal », lequel permet à Bernard Arnault d'installer huit nouvelles piscines dans chacune de ses dix-neuf résidences secondaires. Hirsch, ancien chouchou de Laurent Joffrin et de Pierre Rosanvallon, explique alors que ce cadeau réservé aux riches est en réalité destiné aux pauvres : *« Il y a un an, les patrons me disaient : "c'est formidable ce que vous faites mais avec l'ISF on peut pas vous aider." Maintenant, il y a le paquet fiscal. »*

« Régime spécial » pour Colombani

L'ancien directeur du *Monde* a félicité les cheminots non grévistes qui refusaient d'*« être à la remorque de l'ultragauche »*. Lui a trouvé un bon système pour garantir sa retraite : toucher un gros magot et continuer à faire des piges de luxe pour France Inter, France Culture, La Chaîne parlementaire, *Challenges*… Le gros magot : 1 million d'euros payés par *Le Monde*, selon les syndicats (Bakchich.info, 28.09.07). Sachant que le montant de la retraite annuelle d'un cheminot se situe autour de 15 000 euros par an, le « régime spécial » décroché par Colombani lui permettrait de tenir plus de soixante-six ans à la SNCF. Il aurait alors 125 ans…

Comment ça marche ?

Chahuter les médias en cinq leçons

Savoir bien accueillir la presse sur un campus en grève : des étudiants indiquent la méthode au *Plan B*.

Les étudiants n'auront pas fait grève pour rien : le 18 novembre, ils ont inspiré au *Monde* son éditorial le plus farfelu de l'année. Sous le titre « Haro sur les médias », le quotidien y déplore *« la diabolisation », « la vindicte »* et *« les agressions verbales »* dont les journalistes seraient victimes dans les universités. *« Dans un climat de suspicion générale vis-à-vis de médias omniprésents, la tentation est de les soupçonner de parti pris »,* subodore, perplexe, l'éditorialiste. Les soupçons s'expliqueraient donc par la suspicion, à moins que ce ne soit l'inverse. En tout cas, *Le Monde* connaît les coupables : ce sont *« les uns et les autres »,* grévistes et bloqueurs, qui *« rendent les médias responsables de leur propre incapacité à convaincre l'opinion »*[1].

Le mouvement étudiant, nouveau responsable du discrédit de la presse ? La thèse est audacieuse. Elle pourrait être jugée offensante par ceux qui, depuis début novembre, tentent au contraire de poser leur rapport aux médias sur des bases rationnelles. Et cela d'au moins cinq façons :

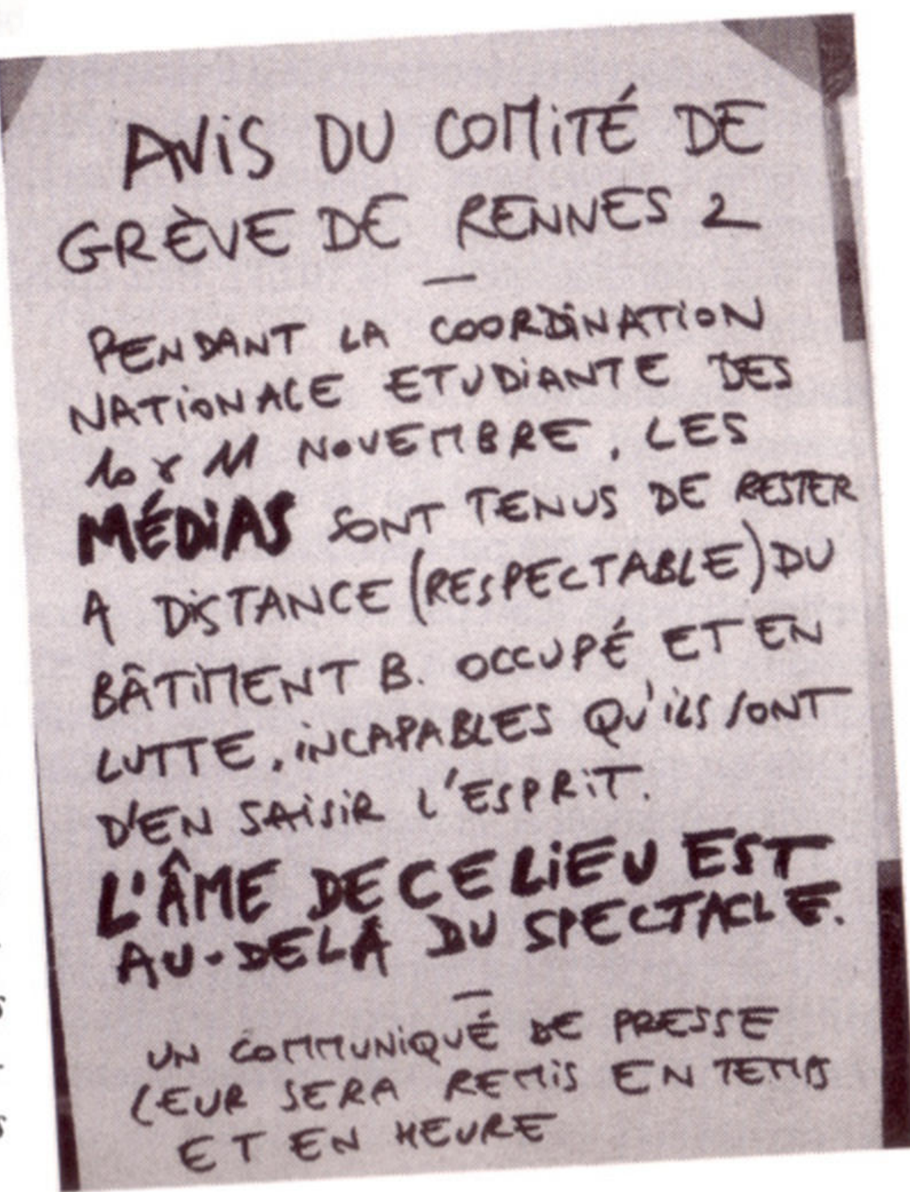
✱ **Hausser le niveau.** Dans plusieurs villes, des étudiants ont permis aux journalistes de se confronter à de nouvelles exigences : en interdisant au Parti de la presse et de l'argent (PPA) de perturber les assemblées générales, en agitant devant les caméras un drapeau « À bas le PPA ! », en sifflant pour assourdir les micro-trottoirs, en débranchant les fils qui dépassent des caméras, en recyclant les fruits et les œufs périmés pour les projeter sur les médias qui mentent. *« Le résultat,* indique au *Plan B* une sardone rennaise, *c'est qu'on a vu les journalistes de télé prendre des caméras plus petites et arracher les autocollants qui mentionnent le nom de leur chaîne. »* Agacé, *Le Télégramme* (13.11.07) dénonce *« la dictature des glandeurs ou des agitateurs »* et condamne cette *« survivance de systèmes totalitaires, incongrue au XXI*ᵉ *siècle »,* tandis que *Libération* (12.11.07) se gratte la barbiche : s'agit-il de *« paranoïa »* ou d'une *« posture radicale »* ? *« À Rennes et à Nantes, des acteurs du mouvement étudiant cherchent à nous empêcher de travailler »,* s'indigne *Ouest-France* (13.11.07), avant de menacer : *« Nous continuerons à informer, en respectant nos principes professionnels, honnêtement et dans l'indépendance. »* C'est l'évidence.

✱ **Stimuler la résistance contre la barbarie.** À Rennes II, des étudiants goguenards taguent un cercle autour d'un groupe de journalistes pour aménager « l'espace presse ». Horreur ! Le tracé évoque une clôture de barbelés. Il n'en faut pas plus pour transformer les hommes du PPA en insurgés du goulag. *« Les membres de la coordination veulent tout contrôler de façon un brin paranoïaque, parquant les journalistes dans un cercle tracé à la craie »,* se révolte *Le Figaro* (12.11.07). *« Crétins, chef-faillons »,* explose Daniel Schneidermann sur son site Internet. Au *Monde,* la révolte antitotalitaire impose de gommer la différence entre un barbelé griffonné sur l'asphalte et un barbelé réel : son envoyé spécial jure avoir vu de ses yeux *« un espace de quelques mètres carrés délimité par du fil de fer barbelé »* dans lequel *« la coordination étudiante* [...] *entendait "parquer" la presse »* (18.11.07). Heureusement, les étudiants n'ont pas laissé traîner un tabouret : le limier du *Monde* l'aurait confondu avec un mirador.

✱ **Simplifier l'identification des sources.** Pour conjurer le narcissisme et la personnalisation des luttes, les grévistes de Montpellier II décident en AG de ne plus s'adresser aux médias que sous le pseudo de « Robert » ou de « Martine ». Même *Le Monde* finit par comprendre et désigne les militants par *« un "Robert" »* ou *« une "Martine" »* (22.11.07).

✱ **Alléger la charge de travail des journalistes.** Le 22 novembre, à Lille, les journalistes venus couvrir une réunion de la Coordination nationale sont invités à se reposer dans une salle de « quarantaine ». *« Après quatre heures d'attente sans pouvoir dialoguer avec des membres de la coordination, plusieurs médias ont décidé de ne pas la couvrir »,* rapporte l'AFP.

✱ **Se sacrifier pour le droit à l'information.** Le 27 novembre, à Rennes II, un étudiant accueille un détachement de journalistes en leur montrant ses fesses d'une fenêtre. En se déhanchant, il perd l'équilibre, traverse la vitre et fait une chute de cinq mètres. Bilan : une jambe cassée, deux mains entaillées et une inscription immédiate au tableau des martyrs sardons. *Le Monde* l'avait pourtant prévenu : *« Les mouvements qui font pression sur les médias ou qui tentent de les intimider ne servent pas leur cause »* (18.11.07).



1. Lire sur le site de notre délicieuse vitrine universitaire Acrimed: « Un sermon du *Monde* contre les acteurs des mobilisations sociales», www.acrimed.org.

L'information sociale retenue au Tchad

	Manifestation de 6 000 ouvriers du bâtiment en Suisse pour protester contre la volonté du patronat d'imposer une plus grande flexibilité du temps de travail et des salaires au mérite, 16.10.07.	Bouygues et Charbonnages de France condamnés à des amendes de 50 000 et 25 000 euros pour la mort d'un ouvrier écrasé lors du creusement d'un laboratoire d'enfouissement de déchets nucléaires, à Bure, 16.10.07.	Pour 1 euro de plus par heure, 80 % des 150 salariés de l'entreprise de froid Ebrex (Marne) font grève durant une semaine, 26.10.07.	Environ 900 salariés de l'usine Citroën-Sevelnord de Hordain (59) se mettent en grève après que la direction leur a offert croissants et jus d'orange en récompense de leur travail, qui a permis aux fourgons fabriqués sur le site d'être élus « meilleurs véhicules utilitaires de l'année au niveau européen », 9.11.07.	Depuis le 30 mai 2007, les salariés de Chausson Outillage occupent leur usine, en raison de la liquidation judiciaire de leur entreprise (Reims), 25.11.07.	**Total 5 informations économiques**	La tentative de transfert en France de 103 enfants tchadiens par une ONG, l'Arche de Zoé, amène les autorités locales à arrêter les protagonistes de cette opération, 26.10.07.
Libération	Rien	Rien	Rien	Rien	1 brève, 27 mots	**1 brève, 27 mots**	28 articles, 19 brèves, 15 488 mots
Le Monde	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	47 articles, 23 brèves, 25 444 mots
Le Figaro	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	51 articles, 23 brèves, 28 476 mots
Aujourd'hui	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	54 articles, 13 brèves, 20 690 mots
Sud Ouest	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	54 articles, 19 brèves, 21 607 mots
Total	**Rien**	**Rien**	**Rien**	**Rien**	**1 brève, 27 mots**	**1 brève, 27 mots**	**234 articles, 97 brèves, 111 705 mots**



EN HAUSSE :

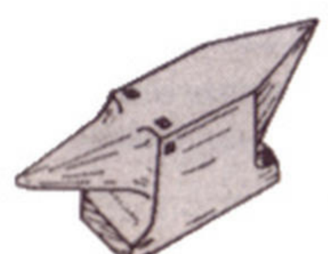
Pierre Dauzier. Bon, il vient de mourir… Mais son décès a permis à la journaliste Carole Bellemare, du *Figaro*, de rendre hommage à Serge Dassault, propriétaire du *Figaro*. Évoquant en effet le livre de Dauzier *Le Marketing de l'Apocalypse*, la nécrologie évoque *« à la fois un pamphlet contre les spéculateurs et les financiers et un hymne aux patrons (Hersant, Dassault…) qui "exerçaient leur métier avec passion et incarnaient une certaine aventure". Libre de parler, dès lors. Et libre de vivre aussi »* (1.10.07). Carole Bellemare écrit dans le quotidien dont Hersant et Dassault ont été successivement patrons. « Sans la liberté de blâmer… »

Jean-Michel Aphatie. Le journaliste chauve est l'un des seuls animateurs d'une grande émission d'entretiens à n'avoir invité ni Bernard-Henri Lévy ni Jacques Attali dans son émission matinale de RTL au mois d'octobre.

Jean-Marc Sylvestre. Cherchant à recueillir l'avis d'un excellent économiste sur la politique écologique de la France, *Le Monde* a interrogé… Jean-Marc Sylvestre, journaliste économique à France Inter et à TF1. Pour Sylvestre, *« le Grenelle doit déboucher sur un énorme exercice de pédagogie […] vers les mouvements écologistes, d'abord pour qu'ils inscrivent leurs revendications légitimes dans le réseau des contraintes économiques, notamment celles liées à la mondialisation »* (4.10.07). Peu après, Dominique Voynet rendait hommage à McDonald's.

Olivier Besancenot. Dans le bloc-notes de Bernard-Henri Lévy, Olivier Besancenot est qualifié de *« très narcissique patron du "parti d'Olivier"* (*Le Point*, 1.11.07). Être qualifié de narcissique par BHL est aussi exceptionnel qu'être traité d'excité par Alain Finkielkraut, ou d'âne bâté par Laurent Joffrin.

Michel Guérard. Le cuisinier Michel Guérard a préparé le repas servi à Bernard Arnault, François Fillon, Rachida Dati, Christine Ockrent, Frédéric Mitterrand, Claire Chazal et Elton John à l'occasion des 60 ans de Dior. Guérard détaille ce qu'ils ont mangé : *« J'ai vu que Christian Dior aimait les soupes, et particulièrement la vichyssoise, une soupe froide à base de pommes de terre. Je suis donc parti de là en ajoutant du caviar d'Aquitaine (que j'ai fait fumer) et une quenelle de glace à l'oignon vert, surmontée de caviar d'Iran »* (*Point de vue*, 26.9.07). Un seul regret, raconte le magazine *people* : Brice Hortefeux *« disparaîtra avant le dîner, et pour cause : le lendemain, il présente à l'Assemblée son projet de loi sur l'immigration et les tests ADN »*.



EN BAISSE :

L'humour du *Figaro*. Le site Internet Figaro.fr exhibait, le 20.11.07 au soir, une photo de Nicolas Beytout (ami de Sarkozy dont il a fêté la victoire au Fouquet's) passant le sceptre du *Figaro* à Mougeotte, à la suite d'un jeu de chaises musicales dirigé par Sarkozy. C'est d'ailleurs ce dernier qui annonça au directeur de la rédaction des *Échos* que son ami Bernard Arnault (présent lui aussi au Fouquet's) venait de nommer Beytout chef du pôle médias de LVMH (et donc des *Échos*). Sous la photo, cette légende sublime : *« Concernant l'indépendance du journal, Étienne Mougeotte (à gauche) a indiqué s'inscrire dans les pas de son prédécesseur Nicolas Beytout. »*



Nicolas Demorand. La cote du journaliste de France Inter auprès des décideurs-joggers a fléchi le 5 octobre dernier. Recevant Bill Clinton, Demorand lui a posé cette question percutante : *« On nous a dit qu'Hillary serait à l'écoute de cette émission de radio. Est-ce que vous avez un message à lui faire passer ? »* Oui, Nicolas, le message est le suivant : je viens de croiser à Paris un toutou gueulard mais inoffensif dont la laisse a la forme d'une carte de presse.

Vincent Peillon. Le député socialiste a annoncé à Christine Ockrent, ravie : *« Moi, je ne suis pas du tout pour la suppression des stock-options ; je pense qu'elles ont un rôle »* (« Duel sur la 3 », France 3, 14.10.07). Mais il a refusé de lui promettre, par exemple, le remplacement de l'impôt sur la fortune par une taxe payée par les pauvres. Ce socialiste est décidément incorrigible !

***Le Monde*.** Ipsos Media a étudié les lectures des 2 % de Français les plus riches. Le « top 2 », qui intéresse particulièrement les publicitaires, correspond à des revenus par foyer supérieurs à 90 000 euros par an. *Le Monde* recule, *Paris Match* progresse. Les lecteurs riches déserteraient *Le Monde* en raison des articles marxistes d'Éric Le Boucher.



AU FOND DU TROU :

Bernard Maris. Accueilli dans les salons de l'hôtel Régina à Paris par *Le Nouvel Économiste* en compagnie de son comparse Jean-Marc Sylvestre. Maris a enfin accepté de faire son autocritique : *« Face à la complexité, la tentation est de céder à la caricature : "la faute aux riches", etc. Encore un discours de la culpabilité. Je reconnais être tombé parfois dans ce défaut il y a une dizaine d'années. […] On est sorti du trip primaire "à bas les riches, vive les prolétaires"* (27.9.07). Oui, Bernard, le moment est venu de hurler : « À bas les prolétaires, vive les riches ! »



Un canard de bain pour BHL

Le dernier livre de BHL ayant été scandaleusement ignoré par les médias, *Le Canard enchaîné* se dévoue pour en assurer la promotion.

Article de Jean-Michel Thénard dans *Le Canard enchaîné* du 24 octobre 2007, consacré à *Ce grand cadavre à la renverse* de Bernard-Henri Lévy (Grasset)

« Quand la mode à gauche est de tomber à droite, il est bon de voir un homme qui a skié avec Sarko se retenir de dévaler la pente de l'ouverture. ❶ La fidélité à ses convictions n'est pas chose si fréquente en ces temps de rupture qu'il ne faille la saluer. ❷ Avec sa dernière livraison, Bernard Henri-Lévy s'adjuge le rôle démiurgique de réanimateur de cadavre. La gauche se meurt, il ne se rend pas et lui fait du bouche-à-bouche. ❸ Une posture à contre-courant pour un artiste de plume qui abuse parfois de celles du paon et dont on moque depuis plus de trente ans les chemises blanches, le goût pour les mondanités et l'indécrottable envie de lui-même. ❹

Sa gauche, bien sûr, n'échappera pas aux sarcasmes. Elle manque singulièrement de social et tourne trop exclusivement autour de ses marottes. Pis, BHL a joué au printemps le conseiller occulte d'une candidate socialiste que sa propre famille traitait de Bécassine. Et il pousse le vice jusqu'à assumer. […] Les rieurs n'iront pas plus loin, ils sont déjà hilares : Lévy propose à la gauche d'être royaliste ! « Pardonnez-lui, il ne sait pas ce qu'il fait », comme dirait Ségolène. ❺ Mais, ils pourront sourire, l'auteur persiste : « Je suis irréductiblement un homme de gauche et si cette expression vous prête à rire [sic], vous n'êtes qu'un pitre », dit-il avec Aragon. ❻

Là où BHL n'a pas tort, c'est que, fût-il vaincu et sous les sifflets, le royalisme de 2007 n'a jamais cessé de poser les bonnes questions à la gauche sur l'insuffisante remise en cause des années Jospin, la nécessaire adaptation du socialisme à la marche du monde ❼, l'indépassable problème des alliances quand le PC s'est effondré. Les socialistes achèveraient-ils de piétiner la Poitevine à leur prochain congrès que les questions resteraient posées. ❽

BHL entend apporter ses réponses, et l'on sent qu'il rêve qu'elles deviennent celles, en 2012, d'une candidate joliment qualifiée d'« Alice au pays des merveilles idéologiques ». […] Un livre dont la qualité première est de rappeler que la gauche n'est pas soluble dans le sarkozysme. Le pilleur de tombes Sarkozy a beau avoir fait main basse sur la dépouille de Guy Môquet et multiplier les Grenelle, cela ne fera pas oublier son réquisitoire contre la pensée 68, son refus de la repentance coloniale, sa propension à voir des gènes dans l'homosexualité ou de l'ADN dans la détresse des immigrés. BHL premier opposant au président ? Qui a skié avec Sarko est bien placé pour le descendre ! ❾ »



9

En 1986, évoquant la mode BHL, Cornelius Castoriadis s'alarmait de *« la honteuse dégradation de la fonction critique dans la France contemporaine »* (*L'Industrie du vide*, Seuil, 1986). Vingt ans et un jeu de mots imbécile plus tard, il était temps que *Le Canard enchaîné* confirmât ce diagnostic.

8

Les « bonnes questions » du skieur de Courchevel sont d'autant meilleures qu'elles ont déjà été posées par l'ex-éditorialiste de *Libération*. Avant que BHL somme le PS de s'allier à François Bayrou, Thénard constatait de son côté : *« Le clivage gauche-droite paraît à ce point émoussé qu'un centriste attire quand il promet de le transcender »* (*Libération*, 16.3.07). Sur la réforme d'amputation des retraites, il estime comme BHL qu'un *« allongement de la durée de cotisation* […] *relève d'une solidarité entre Français bien normale pour tous ceux qui ne s'accommodent pas d'une société de privilèges »* (*Libération*, 2.5.03). Partageant l'admiration de BHL pour l'Otan et les États-Unis, Thénard conspue lui aussi *« l'anti-américanisme, vestige de la guerre froide,* […] *Viagra aux supposées vertus électorales »* (*Libération*, 13.4.99). Prêchant comme BHL le « oui » à la Constitution européenne, qui fait *« le pari du rationnel contre le passionnel »* (*Libération*, 19.3.05), il s'apitoie sur le sort des mal-aimés du CAC 40, qui scandalise également BHL : *« Ils étaient les héros du capitalisme financier, ils sont devenus suspects aux yeux des Français. Habitués à une meilleure image, les grands patrons ont les boules. "PDG, un métier de chien", résumait lundi* Le Figaro entreprises *»* (*Libération*, 15.10.03).

1

Thénard, lui, dévale une pente déjà mille fois parcourue : celle du « style *Libé* », reconnaissable à son enflure et à ses métaphores savonneuses. Que vient faire ce baragouin dans *Le Canard enchaîné*, habituellement plus exigeant ? La question tourmente ses lecteurs depuis que l'hebdomadaire satirique fait ses emplettes au rayon soldes de *Libération*. Fin 2006, il profitait du « guichet départ » ouvert par l'actionnaire Rothschild et sa marionnette Joffrin pour débaucher les journalistes Dominique Simonnot et Didier Hassoux. Jean-Michel Thénard leur emboîte le pas trois mois plus tard. Ancien chef du service politique, promu directeur adjoint de la rédaction en 2002, l'ex-homme de main de Serge July *« pense comme une brosse et écrit comme un peigne »*, concède un de ses nouveaux amis du *Canard*. Mais il possède un carnet d'adresses à faire trembler le Bottin mondain : BHL, qui partage sa passion pour Ségolène Royal, les patrons de presse et les euros, y figure en bonne place.

2

La fidélité est une valeur centrale dans l'œuvre de Jean-Michel Thénard. En novembre 2004, ses convictions de gauche l'incitent à préparer le terrain à l'industriel sarkozyste Vincent Bolloré, qui veut s'emparer de *Libération* pour agrandir son pôle médias. En échange, le vizir Thénard évincerait le directeur de la rédaction de l'époque, Antoine de Gaudemar, pour devenir calife à la place du calife. Hélas, la manœuvre échoue. Deux ans plus tard, le protégé de Serge July ne proteste pas quand Rothschild éjecte son mentor : une carrière aussi fulgurante mérite fidélité. Tandis que les plans de licenciement se succèdent, Thénard se faufile dans la garde rapprochée du nouveau PDG, Laurent Joffrin. Patatras ! Le roi barbichu sacrifie son courtisan. Exilé au *Canard enchaîné*, celui-ci se venge en écrivant des articles encore plus idiots que ceux de Joffrin.

3

Le *« bouche-à-bouche »* a surtout permis de regonfler les sacs à vent du Parti de la presse et de l'argent (PPA). À la faveur d'un petit livre de farces et attrapes, qui déguise le PS en parti de gauche pour mieux l'exhorter à être de droite, l'essayiste milliardaire a été fêté comme un sauveur durant tout le mois d'octobre. Ses attachés de presse animent un carnaval intellectuel qui inclut *Le Monde, Paris Match, Elle, Le Nouvel Observateur, Télérama, Libération, Charlie Hebdo, Le Journal du dimanche*, Jean-Pierre Elkabbach, Christine Ockrent, Marc-Olivier Fogiel, Alexandre Adler, Alain Duhamel et Nicolas Demorand. On mesure l'urgence qu'il y avait pour *Le Canard enchaîné* à se mettre à leur remorque.

4

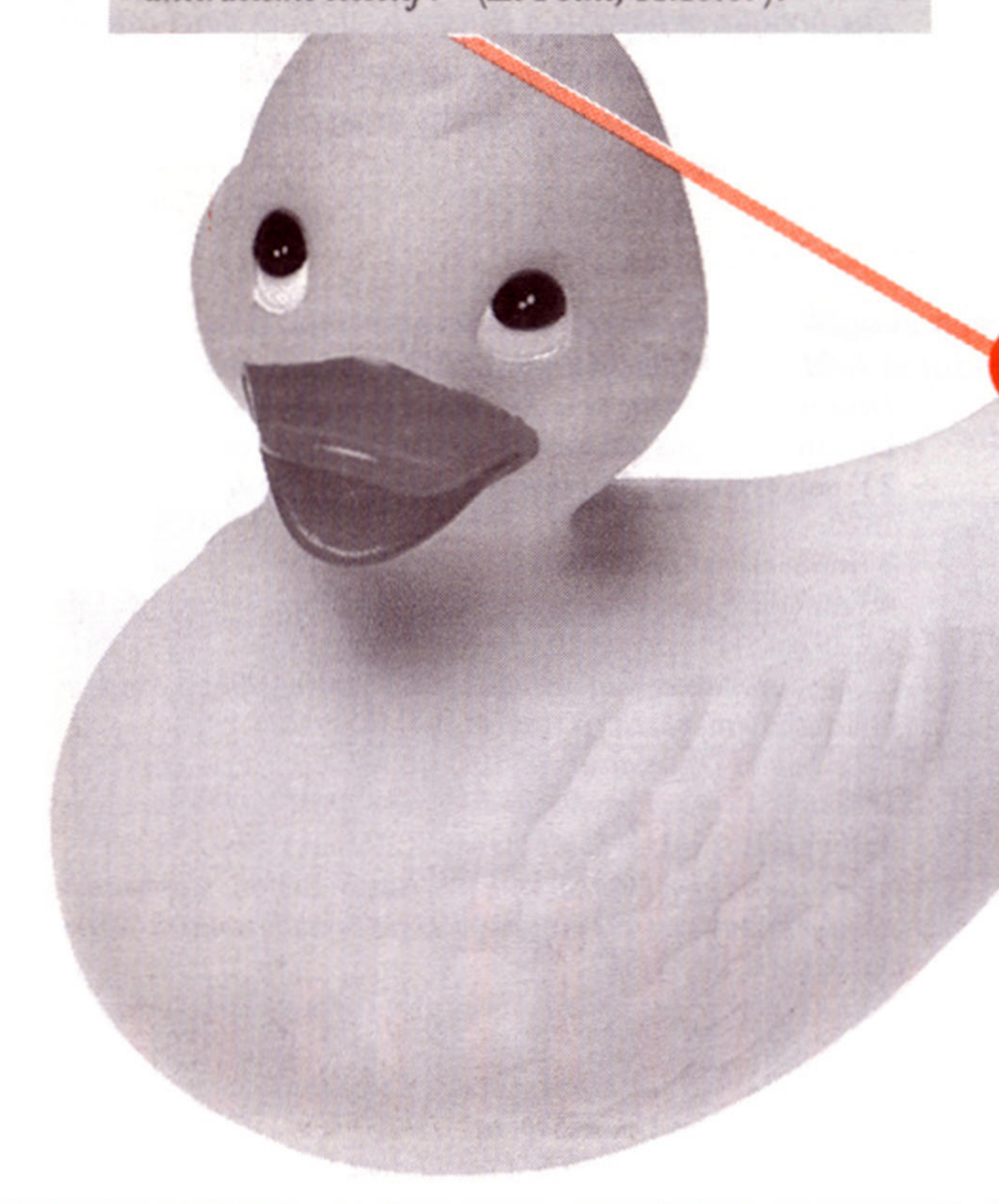
Il est vrai qu'avant de braire avec les ânes, le *Canard* n'a pas épargné le châtelain de la Mamounia. En 1998, par exemple, il répertoriait les affabulations qui truffaient un reportage de BHL en Algérie, paru sur quatre pages dans *Le Monde*, et démontrait la complaisance du « philosophe » pour ses hôtes galonnés (« Les généraux d'Alger préfèrent un reportage de BHL à une enquête internationale », 18.1.98). Vingt ans plus tôt, les piques du *Canard* sur *« l'imposture publicitaire »* de BHL lui avaient valu de se faire traiter de *« journal fasciste »* par l'intéressé (France Inter, 27.4.79).

5

Enrôlé dans un journal « satirique », Thénard est contraint de poudrer sa brosse à reluire d'une pincée d'impertinence. Mais le royalisme de BHL n'est pas plus risible que le sien. Ségolène Royal *« a su inventer un socialisme pragmatique, en rupture avec les naïvetés qui avaient perdu Jospin en 2002 »*, pontifiait Thénard il y a un an (*Libération*, 17.11.06). À l'instar du penseur en Jaguar, son flagorneur exècre les « rieurs » qui peuplent *« la gauche de la gauche la plus stupide de la planète »* (*Libération*, 21.12.06), ces *« protestataires* [qui] *ont trop habitué leur public à leur inutilité pour vraiment intéresser »* (*Libération*, 16.3.07).

6

Le socialisme « irréductible » de l'ami de François Pinault, qu'Aragon méprisait, n'a pas échappé au directeur ultra-sarkozyste du *Point*, propriété de François Pinault. En se réjouissant que *« la question sociale soit quasi absente »* du livre de BHL, Claude Imbert salue *« le réquisitoire le plus incendiaire qui se puisse lire sur la gauche »* avant de s'enflammer : *« Quel zèle pour vitupérer un antilibéralisme* [français] *unique en Occident, un antiaméricanisme maniaque, voire un antiracisme sélectif ! »* (*Le Point*, 11.10.07).



7

La marche du monde fascine Jean-Michel Thénard. Le 17 juin 2006, au micro de France Inter, il ovationnait sa progression triomphale : *« Bientôt vous passerez devant une enseigne – de jean par exemple – en vous promenant dans la rue et par un système de bluetooth, de wifi, de que sais-je, il pourra y avoir un petit signal sur votre téléphone portable qui vous dira : "Eh bien, vous passez devant ce magasin, vous êtes venu il y a six mois, vous avez acheté tel jean, là il y a une promotion à votre taille, venez nous voir !" Les publicitaires sont en train de réfléchir à des approches intelligentes avec le consommateur où* […] *on fait appel à son intelligence, on fait appel à l'interactivité, et c'est toute cette réflexion qu'ont aujourd'hui l'ensemble des publicitaires qui sont dans une mutation à cause des nouvelles technologies. »*

CONNIVENCES et COMPLAISANCES



♥♥♥♥♥♥♥♥♥ La rubrique de l'amour ♥♥♥♥♥♥♥♥♥

♥ **6 octobre.** Dans *Le Figaro magazine*, Alain-Gérard Slama recommande le dernier livre de Michel Winock. L'un et l'autre ont enseigné ensemble l'histoire à l'usine à larves de Sciences Po.

♥ **11 octobre.** Claude Imbert, fondateur du *Point*, célèbre le dernier ouvrage de BHL, chroniqueur au *Point* : *« Ne boudons pas notre plaisir, car quelle éloquence, chez BHL, pour encorner les vaches sacrées de la gauche.* […] *C'est trop beau, Bernard, n'en jetez plus ! »*

♥ **17 octobre.** *« Libérateur et fort instructif, ce bouquin est un pur régal, une thérapie à lui tout seul. »* Qui parle ? Agathe André, journaliste à *Charlie Hebdo*. De quoi ? Du dernier ouvrage d'Antonio Fischetti, journaliste à *Charlie Hebdo*. Où ça ? Dans *Charlie Hebdo*.

♥ **18 octobre.** Chef des pages « Culture » du *Point*, Christophe Ono-dit-Biot encense un livre consacré à l'*art business*. *« L'auteur, s'extasie-t-il, c'est Judith Benhamou-Huet, chargée des pages "Marché de l'art" au* Point. *»*

♥ **24 octobre.** Sur Europe 1, Jean-Pierre Elkabbach reçoit pour l'interview du matin Jacques Attali, chroniqueur du week-end sur Europe 1 et responsable d'une émission sur La Chaîne parlementaire, dirigée par Jean-Pierre Elkabbach.

♥ **1er novembre.** *« J'ai bien dû écrire une vingtaine d'articles plutôt élogieux sur Philippe Sollers. Et, chaque fois, j'ai été épaté, attendri, intrigué par son intelligence charmeuse »*, explique Jean-Paul Enthoven en livrant au *Point* son vingt et unième coup de langue à *« cet Ulysse de Gironde »*. L'inspiration s'épuise. Le 19 janvier 2006, savourant un autre pensum de Sollers, Enthoven proclamait : *« Il est très intelligent* […]. *Penchez-vous sur le cœur de ce livre. Sur ses pages magnifiques* […]. *Sollers est au sommet de son talent. »*

♥ **4 novembre.** Dans l'émission de Philippe Meyer « L'esprit public » (France Culture), Bernard Poulet recommande trois livres de Marcel Gauchet. Max Gallo enchaîne : *« J'avais les mêmes recommandations, mais, malheureusement ou heureusement, Bernard Poulet a parlé en mon nom. »*

♥ **5 novembre.** Sur son blog de *L'Express*, Christophe Barbier expose la querelle qui l'oppose à Franz-Olivier Giesbert, directeur du *Point* : *« "Le redressement de* L'Express *est une bonne nouvelle pour* Le Point, *j'ai besoin d'un* Express *fort", me disait Franz avant l'été, autour d'un savoureux poisson décortiqué sur une table de Montparnasse. Aucune arête en travers de la gorge, donc, dans cette saine émulation des News. Mais je dois toujours un déjeuner à Franz… C'est quand il veut. »*

♥ **9 novembre.** Dans sa servilissime revue de presse de France Inter, Ivan Levaï annonce langoureusement la sortie du dernier livre de Jean-François Kahn. Stéphane Paoli l'interrompt : France Inter va parler du livre le lendemain. Mais l'indomptable Levaï a déjà commencé à lire un passage du livre de Kahn. Sujet ? La connivence…

♥ **10 novembre.** Dans l'émission de France 2 « On n'est pas couché », Laurent Ruquier a cité sept fois Europe 1, la station qui l'emploie et il a invité Jean-Marc Morandini, animateur sur… Europe 1.

♥ **13 novembre.** Colombe Schneck, journaliste à France Inter, reçoit dans son émission « J'ai mes sources » Bernard Guetta, qui officie sur la même la radio. Elle a adoré son dernier livre, *« un livre rare* […], *un livre d'engagement qui est impressionnant.* […] *C'est vrai que le livre est formidable »*.

♥ **20 novembre.** Sur son blog de RTL, Jean-Michel Aphatie salue Nicolas Beytout, qui abandonne sa fonction d'intervieweur au « Grand Jury » de RTL : *« Très vite, sinon tout de suite, une forme de complicité professionnelle s'est installée entre nous. Nicolas est un très bon journaliste. Informé et travailleur, pertinent et subtil, élégant en plus, solide et cultivé aussi.* […] *Nous avons été, Nicolas et moi, dans une totale proximité de pensée. »*

Quand le bas de soie se venge du sans-culotte

Il y a presque vingt ans, l'historien balladurien François Furet expliquait que la Révolution française n'avait servi qu'à rassasier les fanatiques et à enfanter le goulag. Il proposa qu'on lui creuse une tombe très profonde. Puis, joyeux, il entama une partie de tennis. Et il mourut.

Avant 1998, un responsable présumé de la gauche aurait hésité à conclure, comme Michel Rocard, que *« la Révolution, c'est dangereux et que, si on en fait l'économie, ce n'est pas plus mal*[1] *»*. Premiers bénéficiaires de 1789, les bourgeois, même farouchement réactionnaires comme Guizot, ont longtemps estimé au contraire que la Révolution, *« entreprise dans le dessein du bien général, a été la lutte terrible, mais légitime, du droit contre les privilèges, de la liberté légale contre l'arbitraire*[2] *»*. Assurément, quelques têtes avaient été inutilement séparées de leurs bustes, mais ça n'était pas un motif suffisant pour remettre en cause la nécessité de détruire un système ne profitant qu'à des nobles qui festoyaient pendant que les roturiers s'acquittaient de la corvée. Sans même parler des évêques dodus dont les rondeurs étaient amplifiées par la dîme[3] qu'ils soutiraient à des paysans affamés.

Lors du centenaire de la Révolution, chacun ou presque admettait ses effets positifs, à l'exception des conservateurs les plus fanatiques. Si l'*Edinburgh Review*, par exemple, déplorait la *« catastrophe de 1789 »*, elle admettait néanmoins que la Révolution avait *« considérablement augmenté la richesse du pays »*. De même, en 1888, l'historien anglais Goldwin Smith, qui voyait dans la Révolution *« la plus grande calamité advenue à l'espèce humaine »*, estimait aussi que l'accession des paysans à la propriété avait été bénéfique pour la France. Le pamphlet réactionnaire d'Hippolyte Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, était jugé par les Anglo-Saxons excessivement conservateur, *« manquant d'objectivité scientifique, de largeur de vues et de perspicacité »* (*The Nation*, 5.3.1885).

« Vulgate lénino-populiste »

Par la suite, les travaux d'historiens de gauche, comme Albert Mathiez dans les années 1920, Georges Lefebvre dans les années 1930, ou Albert Soboul après la Seconde Guerre mondiale, ont imposé une certaine vision de la Révolution : appuyés par le peuple, les bourgeois sont sortis victorieux de la lutte des classes et ont changé le cours de l'Histoire en faisant triompher des principes universels.

Dès le milieu des années 1960, l'ex-communiste François Furet, traumatisé par l'image de la guillotine (comme si Charles Ier n'avait pas été exécuté lui aussi au Royaume-Uni, plus d'un siècle avant 1789), commence à dénoncer une *« sorte de vulgate lénino-populiste*[4] *»*. En 1978, dans *Penser la Révolution française*, il « révise » de fond en comble l'histoire de 1789 : loin d'avoir été le résultat d'un soulèvement populaire légitime et nécessaire, la Révolution aurait été menée par des fanatiques ivres de sang. Et, selon lui, les conséquences de ce déchaînement de violence furent dramatiques : la France aurait été plongée dans une sorte de guerre civile permanente durant près d'un siècle, puis les bolcheviques s'en seraient également inspirés pour créer le goulag. Puisque *« le goulag conduit à repenser la Terreur en vertu d'une identité dans le projet*[5] *»*, l'historien révisionniste en conclut que toute tentative de transformation radicale de la société est d'essence « totalitaire ». Cette thèse, d'une *« absurdité manifeste »* selon l'historien Eric Hobsbawm[6], allait ravir le PPA (Parti de la presse et de l'argent).

Ce dernier offre aussitôt à Furet, membre de la Fondation Saint-Simon et directeur de l'EHESS (de 1977 à 1985), les moyens de ratisser un large public en rabâchant ses thèses clownesques. Emmanuel Le Roy Ladurie (communiste repenti lui aussi) s'en souvient avec émotion : Furet *« a écrit en même temps que moi, plus que moi, dans* Le Nouvel Observateur, *si bien qu'on croyait qu'il était de gauche alors qu'en réalité il était d'une droite solide, parfaitement légitime et talentueuse »* (*Médias*, 9.6.06).

La Révolution est « terminée »

Les médias vont constituer une caisse de résonance idéale pour l'historien révisionniste, qui peut à loisir pérorer sur la remise en question de l'héritage de 1789 et enterrer l'idée maudite que *« le pouvoir politique détient les clés du changement de la société »* (*Le Débat*, septembre 1983). Car,



selon lui, *« la révolution n'a plus grand-chose à gagner à être investie par les passions politiques*[7] *»*.

Il n'en fallait guère plus pour que cet *« intello adorant les bons vins et excellent joueur de tennis*[8] *»* devienne, avec le publicitaire Jean-Paul Goude (spots de Kodak, d'Orangina, de Chanel), le maître à penser du Bicentenaire. Triomphant, Furet peut inviter les Français à célébrer le fait que la Révolution, faux pas regrettable dans l'histoire de France, serait enfin *« terminée »* : *« Ce n'est pas que la société française soit devenue contre-révolutionnaire*, explique-t-il au *New York Times*. *Il s'agit seulement d'une société démocratique pacifiée qui ne pense pas que toute cette violence ait été nécessaire, qui trouve étrange la violence prolongée de la vie politique française*[9]. *»*

Dès décembre 1988, Yves Mourousi avait déblayé le terrain en rejouant le procès de Louis XVI sur TF1, laquelle avait été privatisée l'année précédente : Léon Zitrone, qui émigra en France après la révolution russe, présidait la séance, tandis que Danton et Robespierre étaient interprétés par Patrick Sébastien et Fabrice Luchini. Résultat de cette mascarade : l'acquittement du roi avait recueilli 55 % des votes par téléphone ou Minitel. Un mois plus tôt, le papiste Robert Hossein, dans son spectacle *« La Liberté ou la mort »*, avait invité son public à hurler lors de la « reconstitution » des procès populaires de la Révolution. *Le Figaro magazine* jugea alors qu'il s'agissait du *« spectacle le plus efficacement contre-révolutionnaire qu'on puisse imaginer »*, et se réjouit qu'*« il n'ait pas même provoqué de grands débats*[10]. *»* Il faut dire que, depuis quelques années déjà, Philippe de Villiers chauffait la scène dans ses terres vendéennes en reconstituant le soulèvement clérical des chouans contre les Jacobins. Villiers avait d'ailleurs été louangé dans l'émission barbichue de Laurent Joffrin « Vive la crise » (1984).

Le Bicentenaire terminé, même Jean-Noël Jeanneney, un historien mondain de centre gauche, en vint à se demander si le bouchon n'avait pas été poussé trop loin : *« J'ai souvent regretté que François Furet, par ses interventions dans la grande presse – lorsque lui-même franchissait la "ligne" séparant la science et la politique – ait plus souvent dirigé ses coups contre un marxisme dogmatique qui est en pleine déconfiture que contre des thèses de droite qui rencontrent un écho médiatique et public bien supérieur et, à mes yeux, bien plus inquiétant »* (*Le Débat*, novembre 1989).

À la fin de l'année 1989, Furet put opposer le mur de Berlin (qui – divine coïncidence –, s'effondre l'année du bicentenaire) à ceux qui persistaient à mettre en cause l'ordre social. Car les vainqueurs sont désignés d'avance : *« les droits de l'homme »*, *« les élections libres »*, *« le marché »*[11]. En 1995, Furet conclut : *« L'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser. […] Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons*[12]. *»* Vingt ans après un tel verdict, Bernard Arnault s'en accommode mieux que ses ouvrières.

---

1 *Le Monde*, 11.1.88. Cité par Eric Hobsbawm, *Aux armes, historiens ! Deux siècles d'histoire de la Révolution française*, La Découverte, 2007. Les cinq citations qui suivent sont extraites de cet ouvrage.
2 François Guizot, *Du gouvernement de la France depuis la Restauration*, 1820.
3 Impôt en nature prélevé sur les récoltes.
4 François Furet, « Le catéchisme révolutionnaire », *Annales ESC*, 24, 1971.
5 Cité par Steven Kaplan, *Adieu 89*, Fayard, 1993, p. 78.
6 Hobsbawm, *op. cit.*, p. 104.
7 *Le Nouvel Observateur*, 14-20.2.86. Cité par François Cusset, *La Décennie : Le grand cauchemar des années 1980*, La Découverte, 2006.
8 Michel Rocard, *Si la gauche savait*, Robert Laffont, 2005
9 *New York Times*, 13.3.89, cité par André Bellon, *Une nouvelle vassalité. Contribution à une histoire politique des années 1980*, Mille et une nuits, Paris, 2007.
10 *Le Figaro magazine* du 3 décembre 1988, cité par Steven Kaplan, *op. cit.*
11 « La Révolution commence », *Le Nouvel Observateur*, 4-10.1.90, cité par François Cusset, *op. cit.*
12 François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Robert Laffont, 1995.

Les débats de France Culture : CONTRE BOURDIEU OU CONTRE BOURDIEU ?

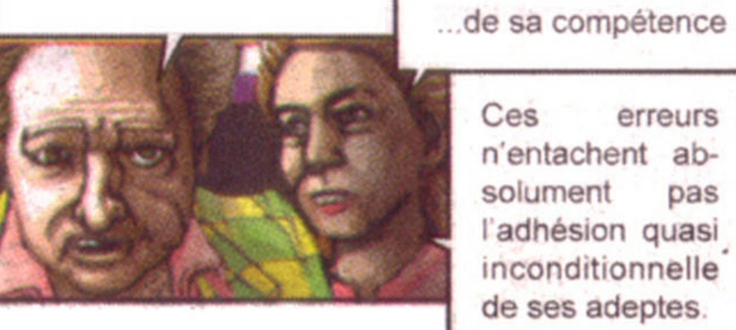
Marmite pluraliste sur France Culture : loin de « céder à la facilité des protestations archaïques du peuple » qui sent mauvais, le caniche moustachu Michel Wieviorka (signataire de la pétition Juppé de 1995), Nathalie Heinich (sociologue repentie) et deux de leurs collègues qui tentent en vain de se faire un nom administrent une leçon de courage intellectuel.











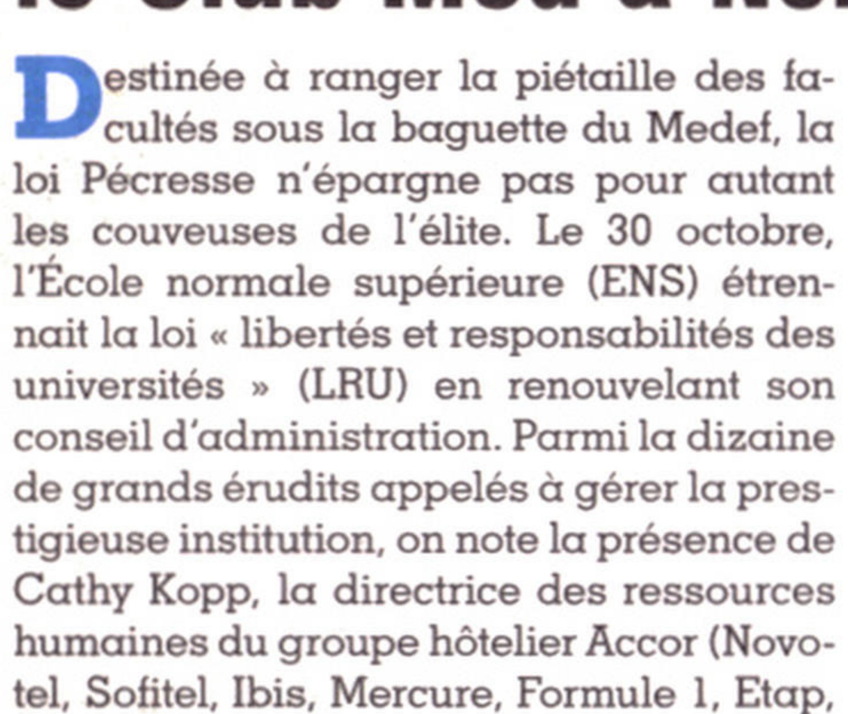






Citations extraites de l'émission « Du grain à moudre », France culture, 1.11.07 : « Reste-t-il un espace pour une sociologie non bourdieusienne en France ? »

La loi Pécresse fait entrer le Club Med à Normale Sup'



Destinée à ranger la piétaille des facultés sous la baguette du Medef, la loi Pécresse n'épargne pas pour autant les couveuses de l'élite. Le 30 octobre, l'École normale supérieure (ENS) étrennait la loi « libertés et responsabilités des universités » (LRU) en renouvelant son conseil d'administration. Parmi la dizaine de grands érudits appelés à gérer la prestigieuse institution, on note la présence de Cathy Kopp, la directrice des ressources humaines du groupe hôtelier Accor (Novotel, Sofitel, Ibis, Mercure, Formule 1, Etap, Club Med…).

Après l'académie de Limoges, qui a accueilli dans son cénacle la DRH de Danone, c'est donc au tour de la rue d'Ulm de *« s'ouvrir sur le monde et sur les autres »*, selon la formule du législateur. À cet égard, les compétences de Cathy Kopp sont incontestables. Au milieu des années quatre-vingt-dix, alors qu'elle est présidente d'IBM France, cette ingénieure formée aux États-Unis démontre son sens de l'ouverture : elle adresse à tous ses employés une lettre recommandée leur demandant d'accepter une diminution de leur salaire de 7,7 %. Avec une joie spontanée, plus de 95 % des destinataires saisissent cette *« offre de participation volontaire* [sic] *au redressement de la compétitivité »*, entachée toutefois par quelques médisances syndicales sur les *« énormes pressions »* subies par les récalcitrants. *« L'entreprise allait mal, il fallait abaisser les coûts »*, explique-t-elle dans un portrait cajoleur du *Monde*, qui a su apprécier son *« tempérament solide et rassurant »* (2.11.07).

Depuis, celle que les salariés d'IBM gardent en mémoire sous le sobriquet affectueux de « Madame moins sept-sept » a rebondi chez LVMH, le groupe de Bernard Arnault, avant de mettre au pas les petites mains du leader européen de l'hôtellerie. À peine est-elle nommée que deux mouvements de grève parmi le personnel des hôtels Accor mettent à l'épreuve son ouverture au monde : des femmes de ménage se plaignent de toucher 600 euros par mois en étant sommées de nettoyer dix-huit chambres en moins de six heures. Faute de pouvoir baisser leur salaire, Cathy Kopp leur concède quelques mesurettes peu coûteuses. Les femmes de ménage d'Accor gagnent toujours une misère, mais grâce à la fin de leur grève, la DRH acquiert un « capital confiance » qui lui vaut l'amitié du Premier ministre Raffarin et une place à la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), l'armoire à cosmétiques de Louis Schweitzer.

Proche de Laurence Parisot, Cathy Kopp vient par ailleurs d'être propulsée négociatrice du Medef pour la destruction du Code du travail, en remplacement de l'homme aux valises pleines, Denis Gautier-Sauvagnac. *« Elle est dotée d'une très grande ténacité et d'une très grande souplesse »*, souligne Parisot (*Le Monde*, 2.11.07). Sa nomination concomitante au gratin de Normale Sup' est de bonne augure pour les filières d'excellence : elle indique qu'en ce moment, la direction d'Accor recherche plutôt des directeurs d'hôtels que des gardiens de nuit.

Pamphlets en famille

En octobre 2007, les malheureux abonnés du *Nouvel Observateur* apprennent qu'ils recevront « l'agenda Nouvel Observateur 2008 » contre un chèque de seulement 30 euros. Un objet précieux composé sur le thème « Satires, polémiques et pamphlets en France, du XVIe siècle à nos jours », *« un genre littéraire très particulier »* que l'hebdomadaire préféré des urologues strauss-kahniens est *« fier de revendiquer »*. Parmi les 52 auteurs sélectionnés – dont Pascal, Voltaire, Hugo, Zola, etc. – figure le polémiste le plus acerbe de l'histoire contemporaine, signataire de la fameuse pétition d'agenouillement devant Alain Juppé en 1995 et par ailleurs directeur délégué du *Nouvel Observateur* : Jacques Julliard. Mais qui a conçu ce splendide ouvrage ? Réponse du *Nouvel Observateur* : *« C'est à Suzanne Julliard, qui partage avec notre éditorialiste Jacques Julliard sa passion de l'écriture, que nous avons demandé de réunir les pages les plus expressives et les plus emblématiques du style. »* Résumons : *Le Nouvel Observateur* vend à ses abonnés un livre célébrant le génie de son directeur délégué, lequel n'a trouvé que sa propre femme pour vanter ses mérites.

LE PROCÈS de… Robert Ménard

Le président : Faites entrer le condamné [Il se reprend.]**… l'accusé.** Ménard, Robert, vous êtes accusé d'être l'un des principaux porte-parole en Occident du Parti de la presse et de l'argent (PPA). Sous couvert de défendre des journalistes persécutés à l'étranger, vous servez la politique américaine et les patrons de médias en France.

L'accusé : Ce procès est imbécile. Dans la revue *Médias,* que j'ai lancée avec Reporters sans frontières (RSF) – qui n'existe que par moi et pour moi –, j'ai rédigé l'éditorial non signé suivant : *« La loi de la gravitation existe, chers amis. Et la loi de l'argent aussi. À moins d'être abonné aux mannes de l'État. »* Tout était dit, non ? Pour la presse, le capital, c'est la liberté ; l'État, c'est la servitude… sauf quand il est au service du capital !

Le président : [À voix basse.] On dirait du Laurent Joffrin. [À voix haute.] Voilà qui situe vos rapports avec les plus grosses fortunes de France. Car, je vous cite : *« Un jour, nous avons eu un problème d'argent. J'ai appelé l'industriel François Pinault pour qu'il nous apporte son aide.* […] *Il a répondu aussitôt à ma demande. Et c'est cela seul qui compte. »*

L'avocat : RSF ne se soucie pas de savoir qui l'aide. L'argent n'a pas d'autre odeur que sa couleur, or mon client n'apprécie ni le gris (5 euros) ni le rouge (10 euros). Mais il raffole du vert, du jaune et du violet (100, 200 et 500 euros…)

Le président : N'estimez-vous pas que la concentration des médias entre les mains de Pinault, Lagardère, Bouygues, Arnault, et le poids de la publicité menacent le pluralisme ?

L'accusé : J'ai déjà répondu en 2005 à la revue *Notre Temps* : *« À RSF, ce n'est pas notre priorité. »* Comprenez-moi : j'ai besoin des médias pour faire la promo de RSF et de ses albums, je vais pas leur cracher dessus ! Poutine et Castro en revanche ne me donnent pas un centime. Alors, sur eux, c'est feu à volonté !

Le procureur : Je résume : la Fnac (Pinault), partenaire de RSF depuis 1993, paie l'impression de l'album photo vendu par l'association ; Air France offre des voyages à l'accusé, la Fondation Vivendi du matériel, la Fondation Hachette, des campagnes d'affichage ; le groupe pharmaceutique Sanofi-Synthélabo achète des pages de publicité dans *Médias*, une revue que personne ne lit en dehors du *Plan B*… Et je n'oublie pas les cadeaux de l'agence publicitaire Saatchi & Saatchi, de Pathé, de Suez, d'Areva – car même le nucléaire verse son obole à RSF. En somme, les bienfaiteurs de l'accusé sont aussi les annonceurs d'une presse vendue aux publicitaires.

L'avocat : Saatchi & Saatchi a quand même créé la très belle campagne de RSF affichant Christine Ockrent avec une balle dans le crâne, Emmanuel Chain égorgé et Guillaume Durand mitraillé à mort, afin de *« montrer aux Français ce que serait, en France, le manque d'information ».*

Le procureur : Mais enfin, notre « manque d'information », tient au fait que nous sommes gavés de propagande par la femme d'un ministre, par Chain et par Durand ! Pas étonnant que votre campagne de terreur n'ait effrayé qu'Elkabbach et Sarkozy… [Gloussements dans la salle.]



L'accusé : RSF adore les publicitaire. Selon nous, *« l'ado qui s'achète dix paires de Nike se fait plaisir. Il rentre dans l'imaginaire développé par la marque, mais il le détourne à son profit. C'est un acte créatif ».* Nous avons donc conclu que *« la publicité doit être considérée comme une nécessité économique. Le siècle qui s'est éteint fut suffisamment furieux pour que l'on se rende à l'évidence que les idées alternatives conduisaient directement au goulag ».* [Soudain, il s'interrompt, salue et sourit, croyant que CNN le filme.]

Le président : Parlez-nous un peu des journalistes que vous défendez.

L'accusé : S'ils sont proaméricains, persécutés dans un pays non-membre de l'Otan et travaillent dans un journal libéral, ils peuvent compter sur nous. Un appel sur mon portable, et je bondis dans un avion. Sitôt arrivé, je fais le 20 heures de PPDA, mais sans Castro…

Le président : Donc TF1 vous convient ?

L'accusé : Oui, ils aident RSF. Chez nous, dans le monde libre, le seul problème, c'est que *« la presse française est corsetée d'interdits législatifs, qui n'existent pas ailleurs, sur le racisme, l'homophobie, la mémoire, etc. Ces barrières doivent sauter. Elles sauteront, comme toutes les autres, avec les groupes de presse étrangers, comme cela s'est passé avec le* people. » Toutefois, en France, on peut être pour le « oui » au référendum, taper sur les syndicats, adorer BHL sans risquer un seul jour de prison.

Le procureur : Tout va d'autant mieux chez nous que les subventions européennes gonflent les poches de Reporters sans frontières. Même du temps de Berlusconi, l'accusé estimait à la radio qu'il y avait *« un vrai pluralisme »* en Italie…

L'accusé : Si vous réécoutez toute ma déclaration de France Inter [Il fait signe à Nicolas Demorand, qui, de la salle, lui envoie des baisers.], j'opposais surtout l'Italie à Cuba, où *« on ne joue pas dans la même catégorie. Aux États-Unis, à côté de* Fox News, *on peut toujours lire un* Washington Post *opposé à la guerre en Irak ».*

Le président : Mais le *Washington Post* était pour la guerre !

L'accusé : Et je les comprends, puisque j'ai estimé que *« les grandes manifestations contre la guerre du début 2003 avaient quelque chose de pathétique et même de pitoyable, tant la bêtise régnait en maitre dans les rues de Paris avec ces gamins, keffieh autour du cou et banderoles pacifistes à l'épaule, qui dénonçaient d'une même voix George Bush et Saddam Hussein. Avoir vingt ans n'excuse pas tout… »* [Il sourit, ayant croisé le regard énamouré d'Arlette Chabot.]

Le procureur : En vérité, l'accusé défend quiconque subventionne RSF. Et, puisqu'il reçoit l'argent du gouvernement américain*…

L'avocat : Mon client pense qu'un système qui permet aux journalistes de servir les patrons de presse et les publicitaires est excellent puisqu'il est privé. Un point c'est tout. Au moment de la libération de l'Irak, il a estimé qu'*« on voit mieux que pendant la guerre du Kosovo, d'Afghanistan. Embedded : nous, à Reporters sans frontières, on n'a pas critiqué ce système. Il fonctionne ».*

Le président : Mais, au Kosovo, c'est Ménard qui s'était bouché les yeux. Au point que, quand l'armée américaine a bombardé le siège de la télévision serbe, RSF refusa de comptabiliser les journalistes assassinés dans son décompte annuel des reporters tués pendant les douze mois écoulés.

L'accusé : Bien sûr ! [Il ricane.] Sinon, le principal assassin de journalistes en 1999 aurait été… [Il s'interrompt.]

Le procureur [triomphant] **:** … L'Otan ! Or, comme Bush, l'accusé justifie la violation des droits de l'homme par l'armée américaine. En août 2007, se posant *« la question de savoir si, en règle générale, la torture et la liquidation de membres des familles de preneurs d'otages est, ou non, légitime »*, il répond : *« Je vous le dis, il n'y aurait aucune limite pour la torture. »* [Cris d'horreur dans la salle.]

L'accusé : Parlons plutôt de Cuba ! C'est moi qui ai dénoncé ce « goulag tropical » dans le *Wall Street Journal.* C'est encore moi qui ai mis en cause Chávez, *« ce caudillo d'opérette qui ruine son pays ».*

Le procureur : Mais comme ce caudillo a remporté les élections, RSF a soutenu les putschistes en 2002. Sa correspondante à Caracas a alors écrit : *« Mon cœur vibre à la vue des militaires insurgés, de ces hommes vertueux qui défilent sous nos couleurs nationales ».* En vérité, Ménard est jaloux de Fidel Castro. Car Ménard est un dictateur sans barbe et sans cheveux. Il l'a admis, d'ailleurs : *« Je ne sais pas discuter et j'aime décider seul. Je suis autoritaire, et ma personnalité ne facilite pas l'exercice de la démocratie en milieu associatif. Le fait est que RSF s'est construite autour de moi. »*

L'accusé : Vous faites de moi un égocentrique un peu veule. Je sais pourtant m'effacer et prendre des risques. Un jour j'ai même admis : *« J'aimerais faire dans ma vie le quart de ce que Kouchner a réussi dans la sienne. »* J'ai aussi présidé un jury qui a remis un prix à BHL, j'ai offert une tribune à Le Pen dans *Médias*, j'ai écrit un article avec PPDA dans *Le Monde*, j'ai reçu un prix des mains de Cavada, symbole du journalisme indépendant. Surtout, j'ai écrit : *« Ras le bol des bons sentiments dégoulinants – ces jeunes des banlieues forcément victimes des forces de l'ordre, ces " sans-papiers " qu'on devrait accueillir sans jamais fixer de limite, ces antimondialisation tellement plus sympathiques que l'affreux FMI – nouvelle incarnation de l'ogre dévoreur d'enfants du tiers-monde -, de tout ce bric-à-brac à la mode qui nous empêche de réfléchir. »* Je suis comme Zol…

Le président, excédé, sort alors un revolver de sa poche et, froidement, abat l'accusé.

Prochain Plan B le 8 février

* Lire Maxime Vivas, *La Face cachée de Reporters sans frontières*, Aden, Bruxelles, 2007.